



Berne, le 5 mai 2025

24.046 Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques

Mandat à l'administration

Résumé

- L'organisation du notariat relève du droit cantonal, selon l'un des trois modèles suivants : 1) notariat d'Etat (les notaires sont des employés publics), 2) notariat libéral (les notaires exercent de manière indépendante, sous la surveillance du canton) ; 3) modèle mixte (coexistence de notaires d'Etat et libéraux, souvent avec des compétences distinctes selon les domaines).
- Aucun canton n'impose aujourd'hui aux notaires des obligations de diligence équivalentes à celles prévues par la LBA, quel que soit le modèle d'organisation retenu. Le droit cantonal oblige les notaires à identifier les parties mais non à accomplir les autres obligations de diligence prévues par la LBA ni à dénoncer des transactions suspectes au MROS. Dans la plupart des cantons connaissant le notariat d'Etat, les officiers publics ont toutefois l'obligation de dénoncer les infractions pénales.
- Le sondage du SFI auprès des cantons, annexé à la présente, a donné les résultats suivants :
 - Onze cantons (3 notariat mixte, 6 notariat libéral) n'ont pas pris position ;
 - Huit cantons, dont cinq de système libéral, qui ne seraient pas directement concernés par un assujettissement des notaires d'Etat, et trois de système mixte, soutiennent l'assujettissement, principalement au nom de l'égalité de traitement ;
 - Sept cantons, dont cinq à systèmes mixtes et deux de notariat d'Etat, qui seraient directement concernés, se sont opposés à un assujettissement des notaires d'Etat, en relevant en particulier les différences de statut entre les notaires libéraux et les notaires d'Etat et le caractère suffisant des obligations existantes.



- Si les notaires d'Etat devaient être assujettis, un régime spécial serait nécessaire, tenant suffisamment compte des différences liées à leur statut (en particulier : pas d'affiliation à un organisme d'autorégulation, surveillance cantonale). Les coûts et les besoins en ressources liés à cet assujettissement n'ont pas pu être chiffrés.

1 Situation de départ

Lors de sa séance du 4 avril 2025 la CAJ-E a demandé à l'administration d'examiner si et comment le notariat d'Etat pouvait être assujetti de la même manière que le notariat libéral à la Loi sur le blanchiment d'argent (LBA), en tenant compte des différences cantonales et des contrôles auxquels les notaires sont déjà soumis.

2 Diversité des modèles régissant le notariat en Suisse

La procédure d'établissement des actes authentiques est aujourd'hui largement régie par le droit fédéral. L'organisation du notariat, y compris la surveillance, relève en revanche du droit cantonal¹. Cette répartition des compétences entraîne une grande diversité de modèles organisationnels à travers la Suisse. On doit d'abord distinguer si l'officier public habilité à instrumenter un acte authentique en vertu du droit cantonal exerce son activité à titre indépendant ou en tant qu'employé de droit public. Il faut ensuite considérer l'étendue de sa compétence, laquelle peut porter sur tous les actes authentiques ou se limiter à certains domaines spécifiques. Dans les cantons ayant adopté un modèle libéral ou un système exclusivement étatique, les officiers publics bénéficient en général d'une compétence étendue, alors que les cantons ayant opté pour un modèle mixte prévoient généralement une compétence plus restreinte, limitée à certaines matières. Enfin, les cantons avec un modèle mixte peuvent permettre ou non aux notaires libéraux d'exercer parallèlement aux notaires fonctionnarisés (monopole étatique ou concurrence entre notariat public et notariat privé).

Quel que soit le modèle choisi par un canton, le notaire est un officier public (en allemand : « *Urkundspersonen* » ; en italien « *pubblici ufficiali rogatori* »), qui exerce une

¹ Cf. Avis de droit de l'Office fédéral de la justice concernant la compétence fédérale (<http://www.bj.admin.ch> > Economie > Procédure unifiée d'établissement des actes authentiques en Suisse). L'authentification publique consiste toujours en la consignation de faits juridiquement pertinents ou de déclarations juridiques par une personne chargée de cette tâche par l'Etat, selon la forme exigée par l'Etat et selon la procédure prévue à cet effet (« *die Aufzeichnung rechtserheblicher Tatsachen oder rechtsgeschäftlicher Erklärungen durch eine vom Staat mit dieser Aufgabe betraute Person, in der vom Staat geforderten Form und in dem dafür vorgesehenen Verfahren* » – ATF 99 II 159 ss).



tâche de droit public. Il exerce principalement dans les domaines d'activité suivants, pour lesquels la forme authentique est prévue par la loi :

- constitution de sociétés et création de fondations ;
- modifications apportées à la structure d'une personne morale ou de son capital, notamment en cas de fusion, scission ou transfert de patrimoine ;
- transactions dans le domaine des droits réels, notamment vente d'un immeuble ou constitution d'un droit réel restreint ;
- actes authentiques en droit de la famille ou des successions, notamment contrat de mariage, testament ou pacte successoral.

Sur la base de ces différences, on peut donc distinguer les trois catégories de cantons suivantes :

- **cantons avec notariat d'Etat**, où les tâches notariales sont effectuées par des employés de l'Etat, intégrés à l'administration cantonale et employés par le canton (ci-après : notaires d'Etat ou notaires fonctionnarisés) : Schaffhouse et Zurich
- **cantons avec notariat libéral**, où les tâches notariales sont effectuées par les membres d'une profession libérale qui exercent leur activité conformément aux lois ou ordonnances cantonales sur le notariat, en leur propre nom, pour leur propre compte et sous leur propre responsabilité, sous la surveillance du canton concerné (ci-après : notaires libéraux) : Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Tessin, Uri, Valais et Vaud
- **cantons avec une forme mixte** associant notaires libéraux et notaires d'Etat : Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Grisons, Lucerne, Nidwald, Obwald, Saint-Gall, Schwytz, Soleure, Thurgovie et Zoug. Presque chaque canton avec un tel modèle mixte règle de manière différente les compétences et les domaines d'activité respectifs des notaires libéraux et



des notaires d'Etat. Ainsi, dans de nombreux cantons, les transactions immobilières restent du ressort des administrations cantonales, alors que les contrats de mariage et les questions successorales sont confiés aux notaires libéraux².

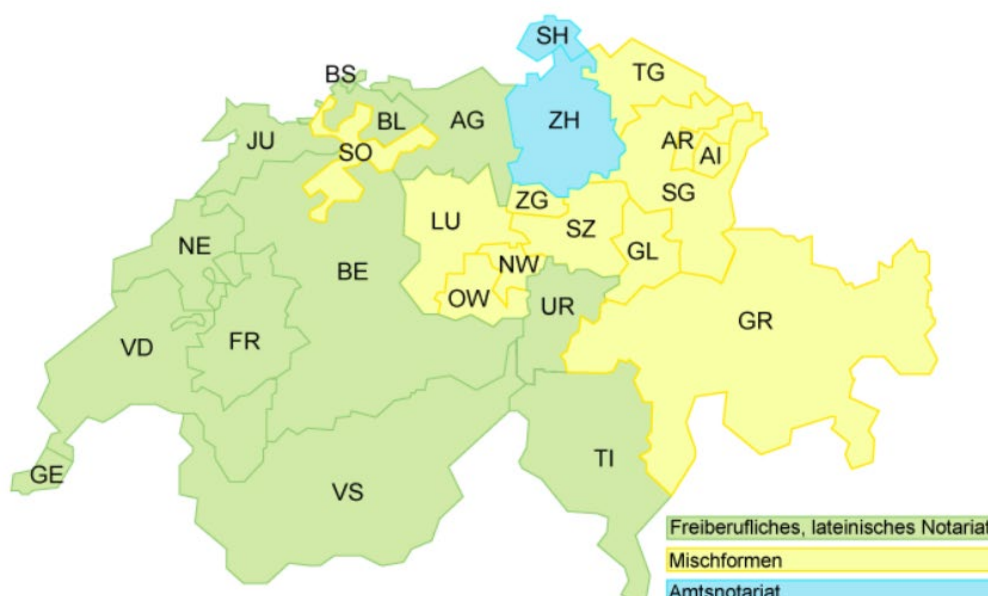


Fig. : Le notariat en Suisse (source : Fédération Suisse des Notaires)

Les notaires libéraux peuvent agir en tant qu'intermédiaires financiers et sont, pour ce type d'activité, soumis à la LBA avec les conséquences qui en découlent (obligations

² Selon les réponses au sondage effectué par le SIF auprès des autorités cantonales, le notariat d'Etat est compétent pour l'établissement d'actes authentiques en relation avec les opérations immobilières dans les cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Lucerne, Nidwald, Saint-Gall, Soleure, Thurgovie et Zoug. Les cantons de Lucerne, Nidwald et Saint-Gall ont précisé que les notaires libéraux pouvaient également effectuer cette activité, alors que le canton de Glaris a indiqué que seuls les notaires libéraux peuvent établir des actes publics en matière immobilière. En ce qui concerne la constitution de sociétés ou les autres opérations équivalentes, les cantons suivants prévoient une compétence du notariat d'Etat : Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Lucerne, Nidwald, Soleure, Saint-Gall, Thurgovie, Zoug. Les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Lucerne, Nidwald, Soleure, Saint-Gall et Thurgovie ont précisé que les notaires libéraux pouvaient également effectuer cette activité.



de diligence, surveillance, etc.). Les officiers publics ne sont en principe pas autorisés à effectuer des transactions financières à titre fiduciaire. Une exception existe dans les cantons de Zurich et de Thurgovie, où une base légale le permet ; en pratique toutefois, cette possibilité est rarement utilisée. Cette interdiction a d'ailleurs été soulignée à plusieurs reprises dans les prises de position des cantons, comme étant une distinction et un argument importants. Cette situation ne fait toutefois pas l'objet du projet de révision de la LBA et elle ne sera, dès lors, pas abordée ci-après.

3 Obligations des notaires

Les informations résumées ci-dessous se fondent sur les résultats d'un sondage réalisé par le SIF auprès des cantons pendant la période du 10 au 24 avril 2025 (réponses obtenues auprès de tous les cantons, sauf Vaud et Bâle-Campagne ; les Grisons et Schwytz ont renoncé à prendre position). Il est précisé que les obligations découlant de la Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) ne sont pas pertinentes en l'espèce, au vu du champ d'application restreint de la LFAIE.

3.1 Cantons à notariat libéral

Dans les cantons à notariat libéral, les notaires doivent vérifier l'identité des parties. Ils n'ont pas d'obligations supplémentaires concernant l'identification de l'ayant droit économique ou le but de la transaction, ni l'obligation de prendre des mesures organisationnelles spécifiques pour prévenir le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme.

Plusieurs cantons (Fribourg, Genève et Neuchâtel) ont relevé que dans certains cas, le notaire devait refuser d'instrumenter tout acte (par ex. violation de la loi, de l'ordre public ou des bonnes mœurs).

En matière d'obligation de communiquer, celle-ci ne s'applique au notaire. Les cantons de Genève et Neuchâtel ont par ailleurs précisé que le secret professionnel empêchait les notaires de dénoncer des faits.

3.2 Cantons à notariat mixte

Dans les cantons avec un système de notariat mixte, les notaires n'ont pas d'obligation de diligence spécialement en lien avec la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Lucerne, Soleure, Thurgovie). Deux cantons ont renvoyé à des ordonnances cantonales prévoyant une diligence de portée générale (Nidwald, Saint-Gall).

Plus précisément, en ce qui concerne les obligations, les cantons ayant fourni une réponse à cet égard ont donné les informations suivantes :



- **Identification des parties** : Exigence de base dans tous les cantons.
- **Identification de l'ayant droit économique** : Pas d'identification pour Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures³, Glaris, Lucerne, Soleure et Thurgovie. Diligence de portée générale pour Nidwald et Saint-Gall.
- **Identification du but de la transaction** : Pas d'identification pour Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Lucerne, Soleure et Thurgovie. Diligence de portée générale pour Nidwald et Saint-Gall.
- **Identification de l'origine des fonds, lorsque certains risques existent (pays d'origine, complexité de la structure)** : Pas d'identification pour Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Lucerne, Soleure et Thurgovie. Diligence de portée générale pour Nidwald et Saint-Gall.
- **Mesures organisationnelles internes contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme** : Pas de mesures pour Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Glaris, Lucerne, Soleure et Thurgovie. Diligence de portée générale pour Nidwald et Saint-Gall.
- **Dénonciation de transactions suspectes** : Pas d'obligation pour Appenzell Rhodes-Extérieures, Glaris, Lucerne, Soleure, Saint-Gall et Thurgovie. A relever que les notaires d'Etat (à l'inverse des notaires libéraux) doivent, dans la plupart des cantons, dénoncer les infractions pénales dont ils ont connaissance dans le cadre de leur activité professionnelle.

3.3 Cantons à notariat d'Etat

Dans les cantons avec notariat d'Etat, les notaires n'ont pas d'obligation de diligence spécialement en lien avec la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ils ne doivent pas communiquer leurs soupçons en cas de transaction suspecte. Ils sont toutefois soumis, comme tout employé de l'Etat, à l'obligation de dénoncer les infractions pénales dont ils ont connaissance dans le cadre de leur activité professionnelle (cf. par ex. Zurich, § 167 GOG ZH).

3.4 Conclusion

Selon les réponses des cantons consultés, aucun canton n'impose aux notaires des obligations de diligence qui seraient dans l'ensemble équivalentes à celles prévues par la LBA, et ce, quel que ce soit le modèle d'organisation choisi. Certaines obligations prévues par la LBA peuvent se recouper avec celles prévues par le droit cantonal, en particulier l'obligation d'identifier les parties. En revanche, aucun canton n'oblige les

³ Le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures a précisé à la suite d'un échange téléphonique, que l'identification de l'ayant droit économique et du but de la transaction se limitait à l'identification des parties et des obligations découlant des contrats à authentifier. Ces obligations ne correspondent donc pas aux exigences de diligence imposées par la LBA.



notaires à identifier l'ayant droit économique de l'opération et à vérifier cette information, ni à identifier l'arrière-plan économique de l'opération selon une approche fondée sur les risques, ni à prendre des mesures organisationnelles pour prévenir le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme (contrôle interne, formation, etc.). Enfin, le droit cantonal n'oblige pas non plus les notaires à signaler au MROS leurs doutes fondés sur des opérations suspectes.

4 Surveillance

La surveillance des notaires est propre à l'organisation interne de chaque canton. Elle peut être effectuée par des organes de l'exécutif ou des organes nommés par ce dernier (Appenzell Rhodes-Extérieures, Bâle-Ville, Fribourg, Schaffhouse, Thurgovie, Uri et Zoug), ou par les tribunaux, respectivement des organes qui y sont affiliés (Lucerne, Nidwald, Soleure et Zurich). Dans certains cas il y a des compétences partagées (Berne, Genève, Neuchâtel et Saint-Gall). Les notaires libéraux et les notaires d'Etat sont soumis à une surveillance de l'Etat, étant précisé que la portée de la surveillance de ces deux catégories de notariat n'est pas nécessairement identique. La surveillance porte sur les obligations existantes et ne couvre donc pas celles qui ne sont pas prévues (par exemple, l'identification de l'ayant droit économique, cf. chapitre 3).

En ce qui concerne le secret professionnel ou de fonction, la majorité des cantons relève qu'il n'y a pas de secret envers l'autorité de surveillance, respectivement que les membres de l'autorité sont aussi soumis au secret professionnel ou de fonction (Bâle-Ville, Berne, Fribourg, Genève, Glaris, Lucerne, Neuchâtel, Nidwald, Schaffhouse, Soleure, Thurgovie, Zoug et Zurich).

En cas de violation des obligations professionnelles ou publiques, les cantons prévoient généralement des sanctions à l'encontre des personnes des officiers publics et des notaires libéraux : dans la plupart des cantons, il s'agit en premier lieu de mesures de nature disciplinaire (Bâle-Ville, Berne, Fribourg, Genève, Glaris, Lucerne, Nidwald, Schaffhouse, Uri, Zoug et Zurich). Si la gravité est suffisante, cela peut également avoir des conséquences pénales (Genève, Nidwald et Zoug). Le canton de Neuchâtel prévoit un renvoi à l'autorité de surveillance. Le canton de Soleure renvoie à sa loi sur la responsabilité de l'Etat. Enfin, le canton de Thurgovie ne prévoit pas de sanctions.

5 Assujettissement des notaires d'Etat à la LBA

5.1 Principes

Les notaires d'Etat peuvent exercer des activités similaires à celles des notaires libéraux (par ex. rédaction du contrat de vente immobilière, assistance au transfert d'actions etc.). La proposition vise à les assujettir aux mêmes obligations que les conseillers. Il s'agit des obligations de diligence et de l'obligation de communiquer des soupçons au MROS.

5.2 Avis des autorités cantonales consultées

A titre préliminaire, on relève que le sondage effectué par le SIF auprès des cantons s'est fait dans les conditions suivantes :



- Les autorités consultées n'avaient pas reçu le projet modifié par la commission et n'avaient pas les détails des propositions à la base du présent mandat ;
- Elles avaient un délai bref pour prendre position ;
- Elles ne sont pas toutes concernées de la même manière, dès lors que les cantons à notariat libéral sont touchés de manière indirecte et n'ont pas nécessairement connaissance des questions organisationnelles ou de ressources liées au notariat mixte ou au notariat d'Etat.

5.2.1 Cantons soutenant un assujettissement des notaires d'Etat

Huit cantons soutiennent l'assujettissement des notaires d'Etat aux obligations de diligence prévues par la LBA (Bâle-Ville, Fribourg, Genève, Lucerne, Neuchâtel, Nidwald, Thurgovie et Valais). Le canton de Berne ne prend pas clairement position, mais considère une différence de traitement comme difficilement justifiable. Il s'agit de cantons connaissant en majorité des systèmes libéraux (5), qui seraient indirectement concernés par un assujettissement des notaires d'Etat. Toutefois, trois cantons avec un système mixte se sont également prononcés en faveur d'une égalité de traitement.

Selon les réponses obtenues auprès des cantons, la raison **justifiant d'assujettir** les officiers publics réside essentiellement dans le fait que les notaires d'Etat en partie les mêmes tâches que les notaires libéraux. Dès lors, ils devraient être traités de la même manière au sens de la LBA, et il conviendrait, dans la mesure du possible, d'harmoniser les réglementations, quelle que soit la forme organisationnelle. Sans un tel assujettissement, la lutte contre le blanchiment d'argent souffrirait de lacunes.

Le canton de Bâle-Ville relève par exemple que le critère de rattachement est l'activité et non la forme de l'organisation de cette activité. Le canton de Fribourg relève également que le notaire d'Etat, comme le notaire indépendant, assume une tâche étatique et doit donc, sous contrôle étatique, observer les obligations qui lui sont imposées. Le canton de Nidwald soutient également l'assujettissement, en rejetant toutefois celui du conservateur du registre foncier. Le canton du Valais soutient une harmonisation des obligations, mais relève qu'il faut tenir compte des spécificités du statut de profession libérale.

5.2.2 Cantons opposés à un assujettissement des notaires d'Etat

Sept cantons, soit la majorité des cantons qui se sont prononcés et qui sont directement concernés, s'opposent à l'assujettissement des notaires d'Etat aux obligations de diligence prévues par la LBA (Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Saint-Gall, Schaffhouse, Soleure, Zoug et Zurich)⁴. Il s'agit de cantons avec un système d'Etat (2) ou mixte (5).

⁴ Les cantons d'Argovie, du Jura, d'Obwald, du Tessin et d'Uri n'ont pas pris position sur ce point, les cantons de Bâle-Campagne, des Grisons, de Schwytz et de Vaud n'ont pas pris position du tout.



Selon les cantons qui se sont prononcés, les raisons qui **justifieraient l'absence** d'assujettissement des notaires d'Etat à la LBA sont essentiellement les suivantes :

- Les notaires d'Etat doivent déjà, selon le droit cantonal, signaler les infractions pénales dont ils prennent connaissance dans le cadre de leur fonction.
- Les notaires d'Etat n'exercent pas leur activité en leur propre nom et pour leur propre compte, mais en tant que collaborateurs (rémunérés) du canton ; il n'existe donc pas de relation de confiance personnelle avec leur clientèle. Dès lors, ils n'ont aucun intérêt (financier) à maintenir des relations d'affaires potentiellement problématiques du point de vue de la LBA.
- Les notaires d'Etat n'exercent pas d'activité de conseil, ne réceptionnent pas de fonds à titre fiduciaire et n'effectuent pas de transactions financières ;
- L'assujettissement entraînerait des conséquences financières négatives, ainsi qu'une inégalité de traitement avec d'autres fonctionnaires (par ex. conservateur du registre foncier).

Du point de vue de l'Office fédéral de la Justice (OFJ), ces arguments sont tout à fait compréhensibles.

5.3 Arguments en faveur ou défaveur d'un alignement des règles applicables au notariat d'Etat ou au notariat libéral

L'alignement des règles applicables au notariat d'Etat et au notariat libéral est soutenu par les arguments suivants :

- Les notaires d'Etat dans les cantons ayant un notariat d'Etat ou mixte exercent des tâches comparables à celles des notaires libéraux. Ils rédigent par exemple également les projets d'actes authentiques. Dès lors que leurs activités sont comparables et que la LBA vise des formes d'activité et non des professions, il serait cohérent et conforme à l'égalité de traitement d'harmoniser les obligations des notaires, indépendamment de la forme d'organisation choisie par le canton.
- L'application des obligations de diligence à l'ensemble du notariat, quel que soit le modèle d'organisation choisi par le canton, prévient la création de lacunes dans la lutte contre le blanchiment d'argent. L'auteur d'un crime ne pourrait pas choisir un canton avec notariat d'Etat pour éviter l'accomplissement d'obligations de diligence en lien avec l'opération.

D'autres arguments soutiennent en revanche un traitement différencié et la renonciation à un assujettissement à la LBA du notariat d'Etat :

- Les notaires d'Etat sont soumis au secret de fonction, dont la levée et les obligations de collaboration sont régies de manière différente, par rapport au secret professionnel.
- Les notaires d'Etat doivent déjà, en application du droit cantonal (Loi sur le personnel ou Loi sur l'organisation judiciaire ou administrative), signaler les infractions dont ils ont connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et sont déjà tenus de collaborer aux analyses du MROS (cf. art. 29 al. 2 LBA). N'étant pas



soumis au secret professionnel, l'exception prévue par l'art. 9 al. 2 LBA ne leur serait pas applicable. Il y aurait donc une différence de portée entre l'obligation d'annonce des notaires libéraux et celle des notaires d'Etat.

- Les notaires fonctionnarisés agissent pour le compte du canton, en tant que salariés, et non en leur propre nom et pour leur propre compte. Ils ne développent pas de lien personnel de confiance avec leur clientèle. Ils n'ont aucun incitatif (financier) à maintenir des relations d'affaires problématiques du point de vue de la lutte contre le blanchiment d'argent.
- L'assujettissement du notariat d'Etat n'est pas exigé par les recommandations du GAFI (« Swiss finish »).
- Les spécificités des notaires d'Etat nécessitent une réglementation spéciale (par exemple en ce qui concerne la surveillance, cf. chapitre 5.4).

5.4 Nécessité d'un régime spécial

Si l'assujettissement des notaires d'Etat à la LBA devait être prévu, les questions suivantes devraient être réglées de manière spéciale :

- Si le notaire d'Etat est assujetti, il doit respecter des obligations de diligence, ce qui requiert qu'il dispose d'informations sur l'ayant droit économique, le but et l'objet de la transaction, voire son arrière-plan économique en cas de risque accru. Il pourrait être nécessaire de modifier le droit cantonal pour que le notaire puisse requérir les pièces justificatives correspondantes.
- Le droit cantonal peut prévoir que le notaire soit tenu d'instrumenter une transaction si les conditions légales sont réunies. Au contraire, la LBA lui imposerait de refuser sa participation s'il ne peut remplir ses obligations de diligence (par ex. en cas de refus du client de fournir les informations requises). Une modification du droit cantonal pourrait être nécessaire pour permettre un tel refus et en régler les conséquences.
- En qualité d'autorité cantonale, le notariat d'Etat ne devrait pas avoir à s'affilier à un organisme d'autorégulation de droit privé ni être soumis au règlement de droit privé d'une telle organisation, qui serait de plus peu adapté à son activité spécifique. La création d'une forme de surveillance spécifique est donc nécessaire. Puisque les employés concernés sont déjà assujettis à une surveillance cantonale en leur qualité de notaire, il paraît faire sens que le droit cantonal règle la surveillance LBA.
- La LBA prévoit que l'autorité de surveillance (ou le département) ou l'organisme d'autorégulation doit non seulement veiller au respect des obligations de diligence, mais aussi les concrétiser. C'est ce que fait par exemple la FINMA dans l'OBA-FINMA ou un organisme d'autorégulation dans son règlement. De la même manière, l'autorité de surveillance cantonale devrait concrétiser les obligations de diligence dont elle assurera la surveillance.



Il en résulte une nécessité de légiférer des cantons. A noter que l'exécution de ces nouvelles tâches, tant par les notaires fonctionnarisés eux-mêmes que par leur autorité de surveillance, entraînerait des besoins supplémentaires en ressources et en formation, voire des délais dans le traitement des opérations. Les coûts liés incomberaient aux cantons. Ils n'ont pas pu être chiffrés.

6 Règlementation potentielle

6.1 Champ d'application

La proposition à l'origine de ce mandat vise à assujettir les notaires d'Etat dans la mesure où ils exercent les mêmes activités que les conseillers visés par les art. 2 al. 3bis du projet de révision de la LBA. Il serait en revanche injustifié de les assujettir plus largement ; la liste d'activité prévue par l'al. 3bis et les exceptions prévues par l'al. 4 doivent donc également leur être applicables.

On pourrait considérer que la formule retenue pour l'al. 3bis est d'ores et déjà suffisamment large pour couvrir également les notaires d'Etat (« Sont réputés conseillers les personnes morales et physiques qui, à titre professionnel, participent à des transactions financières, y compris l'organisation de fonds, en relation avec les opérations juridiques au sens des let. a à e .. ») et qu'il suffit donc de tracer l'exception prévue pour le notariat d'Etat à l'al. 4 let. i pour que celui-ci soit désormais assujetti. Par mesure de clarté, il est toutefois possible de non seulement tracer l'exception mais aussi de prévoir l'assujettissement de manière expresse dans un alinéa distinct comme suit :

Art. 2

^{3quater} Sont en outre réputés conseillers les employés d'autorités cantonales qui exercent la fonction d'officier public et qui, à titre professionnel, participent à des transactions financières, y compris l'organisation de fonds, en relation avec les opérations juridiques au sens de l'al. 3bis let. a à e.

4

i. — ~~Le notariat d'Etat~~

6.2 Régime spécial pour les notaires d'Etat

Pour introduire les règles spéciales nécessaires (cf. ci-dessus), et en particulier la compétence de l'autorité cantonale, la règle suivante pourrait être prévue :

Section 3c Surveillance des conseillers visés à l'art. 2, al. 3quater

Art. 22b

¹ En dérogation aux règles du présent chapitre, les cantons désignent l'autorité compétente pour veiller au respect des obligations définies au chap. 2 par les conseillers visés à l'art. 2, al. 3quater.



² Si un conseiller ne remplit pas son obligation de communiquer, l'autorité compétente en vertu de l'al. 1 prévient immédiatement le bureau de communication lorsque des soupçons fondés, dont elle a eu connaissance dans le cadre de son activité de surveillance, permettent de présumer :

- a. qu'une infraction mentionnée aux art. 260ter ou 305bis CP a été commise;
- b. que des valeurs patrimoniales proviennent d'un crime ou d'un délit fiscal qualifié au sens de l'art. 305bis, ch. 1bis, CP,
- c. que des valeurs patrimoniales sont soumises au pouvoir de disposition d'une organisation criminelle ou terroriste, ou
- d. que des valeurs patrimoniales servent au financement du terrorisme (art. 260quinqies, al. 1, CP).

³ L'autorité compétente en vertu de l'al. 1 précise les obligations de diligence définies au chapitre 2, section 1b. Les règles cantonales doivent être portées à la connaissance du DFF.

6.3 Autres règles à modifier dans la LBA

Art. 22a, al. 1

¹ Le DFF transmet à la FINMA, à la CFMJ, à l'autorité intercantonale, au bureau central et aux autorités cantonales de surveillance au sens de l'art. 22b les données communiquées et publiées par un autre Etat concernant des personnes et des organisations qui, conformément à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies, ont été listées dans cet Etat comme menant ou soutenant des activités terroristes.

Art. 29, al. 1 et 3

¹ Les autorités suivantes peuvent échanger tous les renseignements et les documents nécessaires à l'application de la présente loi et à la lutte contre le blanchiment d'argent, les infractions préalables au blanchiment d'argent, la criminalité organisée ou le financement du terrorisme:

h. les autorités cantonales de surveillance au sens de l'art. 22b

³ Le bureau de communication informe la FINMA, la CFMJ, l'autorité intercantonale, le bureau central et les autorités cantonales de surveillance au sens de l'art. 22b des décisions rendues par les autorités cantonales de poursuite pénale.



Art. 35 al. 2

² Le bureau de communication peut échanger des informations avec les autorités suivantes, au moyen d'une procédure d'appel :

i. **les autorités cantonales de surveillance au sens de l'art. 22b**

Annexe :

- Avis des autorités cantonales consultées



Kanton Appenzell Ausserrhoden

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Grundbuchverwalterin / Grundbuchverwalter.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Handelsregisterführerin / Handelsregisterführer, Gemeindeschreiberin / Gemeindeschreiber (vgl. Art. 2 Abs. 1 lit. a BeurkG (bGS 211.2); in der Praxis allerdings selten).

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?



Nein.

Bemerkung: Die Urkundspersonen im Kanton Appenzell Ausserrhoden nehmen keine Vermögenswerte entgegen. Eine Ausnahme bei den Vermögenswerten bildet das Depot für die Grundstückgewinnsteuer, wobei dieses an den Kanton (Steuerverwaltung) bezahlt wird und nicht an die Urkundsperson.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja (vgl. Art. 5 BeurkG).

- b. Die wirtschaftlich berechtigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Nein.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Die Urkundspersonen sind an Finanztransaktionen nicht beteiligt. Kaufpreiszahlungen erfolgen von Bank zu Bank (Zahlungsversprechen). Kapitaleinzahlungen (bei Gründungen oder Kapitalerhöhungen) müssen zwingend bei einer Bank getätigt werden (vgl. Art. 633 Abs. 1 OR).

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Nein. Vgl. oben: Die Urkundspersonen nehmen keine Vermögenswerte entgegen.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Nein.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Departement Inneres und Sicherheit.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Nein.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

-
4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?
-

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Solange die Amtsnotare, wie das in Appenzell Ausserrhoden der Fall ist, keine Vermögenswerte der Parteien entgegennehmen bzw. nicht an den Finanztransaktionen beteiligt sind, ist ihre Unterstellung unter die GwG-Sorgfaltspflichten nicht angezeigt.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Private Notare nehmen in vielen Kantonen Kaufpreiszahlungen entgegen und leiten diese bei gegebenen Voraussetzungen weiter. Solange sie das tun, rechtfertigt sich eine (allfällige künftige) unterschiedliche Behandlung.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Nein.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Appenzell Innerrhoden

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Grundbuch- und Erbschaftsamt Appenzell

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Gründung: Handelsregisteramt, Grundbuch- und Erbschaftsamt Appenzell

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?



Die Urkundspersonen handeln gemäss den ihnen vorgegebenen nationalen, bzw. kantonalen Vorgaben.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja mit Personalausweis, Handlungsfähigkeitszeugnis und je nach Fall Wohnsitzbescheinigung.

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Ja, dito Antwort a.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Ja, ist ja in der Regel die Begleichung des Kaufpreises.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Zahlung des Kaufpreises wird mittels unwiderruflichem Zahlungsversprechen eines Schweizer Finanzinstituts sichergestellt. Weitere Abklärungen werden nicht getroffen.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein, keine.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

War bisher nicht der Fall.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Die Standeskommission (Regierung) hat gemäss EG ZGB die Oberaufsicht über die Urkundspersonen der Kantonalen Verwaltung.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Fragen zu den Kontrollen müssen von der zuständigen Behörde beantwortet werden.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Dito Frage 2

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Dito Frage 2

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Eine Unterstellung wird nicht als zweckmässig beurteilt, sofern die Pflichten nicht bereits aus den aktuellen Bundes- oder kantonalen Gesetzen hervorgehen (würde zu zusätzlichem administrativen Aufwand führen).

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Wirtschaftliche Interessen rechtfertigen eine unterschiedliche Behandlung.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Kann nicht beantwortet werden (siehe C).

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Aargau

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?
 - a. Kauf/Verkauf von Immobilien?
 - b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Antwort zu lit. a und b:

Urkundsberechtigt sind im Kanton Aargau ausschliesslich die aargauischen Urkundspersonen (bzw. Urkundspersonen des Kantons Aargau). Sie stehen zum Kanton in keinem Angestelltenverhältnis und üben ihre Tätigkeit in eigener persönlicher und finanzieller Verantwortung aus. Die Grundbuchverwalter nehmen keine Beurkundungen vor.

Da sich die Fragen auf das Amtsnotariat beschränken und das Notariat im Kanton Aargau freiberuflich organisiert ist, wird auf eine Beantwortung der weiteren Fragen verzichtet.



Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

[Antwort]

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

[Antwort]

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

[Antwort]

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

[Antwort]

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

[Antwort]

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

[Antwort]

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

[Antwort]

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

[Antwort]

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

[Antwort]

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

[Antwort]

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

[Antwort]

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

[Antwort]

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

[Antwort]

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

[Antwort]

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Bern

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die zuständige Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate). Zu diesem Zweck hat sie die Bundesverwaltung damit beauftragt, den Umfang der Pflichten zu klären, die das geltende Recht den Notaren (freiberuflich oder staatlich angestellt) auferlegt, sowie zu prüfen, inwiefern sich diese Pflichten mit jenen eines Geldwäschereigesetzgebung unterstellten Pflichtigen vergleichen lassen.

II. Fragen

A. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Notare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Es gelten die allgemeinen Pflichten zur Identifikation der Parteiidentität im Zusammenwirken mit den formellen (bundesrechtlichen) Bestimmungen zur Festlegung und Meldung der Personalien (Art. 51 GBV und Art. 18 HregV) der Parteien. Zudem sind die Vorbereitungs- und Deklarationspflichten im Zusammenhang mit dem BewG zu erwähnen. Die Grundsätze der (Partei)Neutralität sowie der rechtskonformen Beurkundung und Geschäftsabwicklung kommen hinzu. Als Beispiele kommen sodann Vorgaben hinsichtlich Klientengelder(Ander)Konti, wobei die Überprüfung der Gelder durch die Bankinstitute, die Überprüfung der Geschäftsbezogenheit durch das Notariat erfolgt. In den öffentlichen Urkunden werden die Transaktionszwecke und die verwendeten Mittel aufgeführt.



2. Müssen Notare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja (gemäss der GBV anhand und unter Beilegung von Identitätsausweisen bei der Anmeldung z.B. beim Grundbuch – ID oder Pass, sodann von offiziellen Ausweisen hinsichtlich AHV-Nr. 13, zudem fall- bzw. geschäftsbezogen betreffend allfällige Niederlassungs- oder Aufenthaltsbewilligungen, Wohnsitzbestätigungen und dergleichen.

- b. Die wirtschaftlich berechnete Person der in der Transaktion eingesetzten Vermögenswerte identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Nein, nicht direkt – unter Hinweis auf die Pflichten der Bank für hinterlegte Gelder (vgl. Ziff. 1). Vorbehalten bleiben Notarinnen und Notare, die sich bis anhin freiwillig einer SRO angeschlossen haben und die daraus fliessenden Pflichten einhalten müssen. Aus dem bernischen Notariatsrecht selber, ergeben sich keine entsprechenden Pflichten.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Der Zweck der Transaktion über das Klientengeldkonto des Notars ergibt sich jeweils auch aus der öffentlichen Urkunde, in welcher die Zahlungsmodalitäten festgelegt sind.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund der Transaktion und die Herkunft der eingesetzten Mittel prüfen, sofern bestimmte Umstände eine verstärkte Sorgfalt rechtfertigen (z. B. Herkunftsland, Struktur der Transaktion, usw.)?

Nein. Nicht bezüglich wirtschaftlichem Hintergrund oder die Herkunft der eingesetzten Mittel, solange dies nicht Gegenstand des Urkundeninhalts selber ist. Das Notariat hat demgegenüber Aufklärungspflichten. Vorbehalten bleiben erneut Pflichten aus einem bis anhin freiwilligen SRO-Anschluss.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein. Nicht spezifisch.

Demgegenüber besteht erhöhte Sorgfaltspflichten im Zusammenhang mit dem Umgang mit Klientengeldern und allenfalls aus dem freiwilligen SRO-Anschluss.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Nein.

B. Aufsicht

Sofern eine oder mehrere der Fragen unter A bejaht werden:

1. Welche Behörde prüft die Einhaltung der oben beschriebenen Pflichten?

Zu 2a: Das Notariat als amtsähnliche Tätigkeit sowie das Grundbuchamt im Rahmen der Grundbuchvorlegung formell (im Sinne von Art. 51 GBV). Zudem das Handelsregisteramt bei der Anmeldung von Gründungsunterlagen. Vorbehalten bleiben Prüfungen durch die zuständigen SRO-Organen. Sollten im Bundesrecht neu entsprechende Pflichten eingeführt werden,

könnte dies Gegenstand der notariatsrechtlichen Revisionspflicht werden. Es wäre aber abzuklären, ob nebst der generellen notariatsrechtlichen Revision eine spezifische GwG-Revision durch SRO-Organe erfolgen müsste, oder ob die Revision aus einer Hand kommen kann.

Zu 2c: Das Notariat, im Rahmen der gegebenenfalls vertraglich sich ergebenden Modalitäten.

2. Wie wird der Schutz des Berufsgeheimnisses von Notaren bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Über das Amtsgeheimnis für Notarinnen und Notare gegen aussen. Demgegenüber besteht für die genannten formellen Erfordernisse Offenlegungspflicht

3. Wie oft wird die Kontrolle durchgeführt?

Jeweils bei den Anmeldungen beim Grundbuch- oder Handelsregisteramt. Notariatsbüros unterliegen zudem einer notariatsrechtlichen Revision im 2-Jahresrhythmus. Im Rahmen dieser Revision werden Geldflüsse über spezifisch angelegte Klientengelder kontrolliert. Geldflüsse über das Sammelkonto des Notariats werden stichprobenweise kontrolliert.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Geschäftsbezogen führt dies zu Anmeldebeanstandungen und Nachlieferungs- bzw. Nachbesserungspflichten. Werden im Rahmen einer notariatsrechtlichen Revision Pflichtverletzungen festgestellt, droht ein Administrativ- und/oder Disziplinarverfahren, welches im schlimmsten Fall zur Löschung im Notariatsregister führen kann («Entzug der Berufsausübungsbewilligung»).

C. Zweckmässigkeit

1. Erscheint es Ihnen zweckmässig, staatlich angestellte Notare denselben Pflichten zu unterstellen wie freiberufliche Notare?

Ohne entsprechende Zuständigkeit und dementsprechend genauere Kenntnis muss diese Frage dem Amtsnotariat bzw. den hierfür zuständigen Aufsichtsbehörden gestellt werden. Aus Sicht eines Kantons mit freiem Notariat wäre schwer einzusehen, warum Amtsnotariate weniger Sorgfaltspflichten erfüllen müssen als freiberufliche Notariate.

III. Frist für Rückmeldung

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme bis spätestens zum **24. April 2025** übermitteln könnten. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist; das Projekt befindet sich derzeit im Parlament und die Rückmeldungen werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Basel-Stadt

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die zuständige Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate). Zu diesem Zweck hat sie die Bundesverwaltung damit beauftragt, den Umfang der Pflichten zu klären, die das geltende Recht den Notaren (freiberuflich oder staatlich angestellt) auferlegt, sowie zu prüfen, inwiefern sich diese Pflichten mit jenen eines Geldwäschereigesetzgebung unterstellten Pflichtigen vergleichen lassen.

II. Fragen

A. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Notare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Nein.

2. Müssen Notare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

§ 30 Abs. 1 Satz 1 Notariatsgesetz BS¹: «Die Notarin und der Notar haben, soweit ihnen diese Belange nicht bekannt sind, die Personalien der am Beurkundungsvorgang teilnehmenden Personen zu prüfen, desgleichen die Existenz juristischer Personen und die Zeichnungsbefugnis der für sie handelnden Personen.»

¹ Notariatsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 18. Januar 2006 (SG 292.100).



§ 14 Notariatsverordnung²:

- *Im Ingress der Urkunde sind die erforderlichen Angaben über die Parteien und die erschienenen Personen zu machen.*
 - *Bei anwesenden Parteien und bei der versammlungsleitenden Person sind folgende Angaben in die Urkunde aufzunehmen: Name, mindestens ein Vorname, Geburtsdatum, Wohnsitz, schweizerischer Heimatort oder ausländische Nationalität sowie von Bundesrechts wegen erforderliche Angaben. Bei der Person, die eine Versammlung einer im Handelsregister eingetragenen juristischen Person leitet, sind nur die im Handelsregister enthaltenen Angaben zu machen.*
 - *Von vertretenen (nicht persönlich anwesenden) Personen sind folgende Angaben aufzunehmen: Name, Vorname, Wohnsitz, weitere Identifikationsmerkmale gemäss Vollmacht.*
 - *Die Identität von persönlich Erschienenen, die der Notarin nicht bekannt sind, ist mittels Einsichtnahme in ein amtliches Ausweispapier zu prüfen.*
 - *Bei Versammlungen wird nur die Identität der versammlungsleitenden Person geprüft, nicht jene der übrigen Teilnehmenden, auch nicht die Gültigkeit der Vertretungsverhältnisse.*
- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person der in der Transaktion eingesetzten Vermögenswerte identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?
- Nein.*
- c. Den Zweck der Transaktion klären?
- Nein.*
- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund der Transaktion und die Herkunft der eingesetzten Mittel prüfen, sofern bestimmte Umstände eine verstärkte Sorgfalt rechtfertigen (z. B. Herkunftsland, Struktur der Transaktion usw.)?
- Nein.*
- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?
- Nein.*
- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?
- Nein.*

² Verordnung zum Notariatsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 18.12.2007 (Notariatsverordnung, NoVo; SG 292.110).

B. Aufsicht

Sofern eine oder mehrere der Fragen unter A bejaht werden:

1. Welche Behörde prüft die Einhaltung der oben beschriebenen Pflichten?

Die Notarinnen und Notare unterstehen der Aufsicht durch das Justiz- und Sicherheitsdepartement. An der Aufsicht wirkt die Notariatsaufsichtskommission mit.

Die Notariatsaufsichtskommission prüft die Amtsführung der Notarinnen und Notare mit periodischen Visitationen durch einen Kommissionsausschuss. Im Rahmen dieser Visitationen wird die Einhaltung der unter A.2.a. genannten Pflicht zur Identitätsprüfung mit Stichproben kontrolliert.

Verletzung der notariellen Pflichten können zudem mittels aufsichtsrechtlicher Anzeige bei der Notariatsaufsichtskommission angezeigt werden.

2. Wie wird der Schutz des Berufsgeheimnisses von Notaren bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Die regelmässigen Kontrollen (Visitationen) werden von Mitgliedern der Aufsichtskommission durchgeführt. Dabei wird das Berufsgeheimnis gewahrt.

Aufsichtsverfahren sind vertraulich. Wird gestützt auf das Öffentlichkeitsprinzip Zugang zu den Akten verlangt, werden Informationen, die vom Berufsgeheimnis erfasst werden, geschwärzt.

3. Wie oft wird die Kontrolle durchgeführt?

Jedes Jahr wird eine bestimmte Anzahl Notarinnen und Notare visitiert, sodass die Tätigkeit jeder Notarin und jedes Notars regelmässig geprüft wird.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Die Disziplinar Mittel sind Verweis, Geldbusse bis zu CHF 10'000, Suspendierung der Beurkundungsbefugnis bis auf die Dauer von zwei Jahren, Entzug der Beurkundungsbefugnis (§ 59 Notariatsgesetz).

C. Zweckmässigkeit

1. Erscheint es Ihnen zweckmässig, staatlich angestellte Notare denselben Pflichten zu unterstellen wie freiberufliche Notare?

Anknüpfungspunkt für die Unterstellung sollte die Tätigkeit sein, nicht die Art der Organisation dieser Tätigkeit.

III. Frist für Rückmeldung

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie uns Ihre Stellungnahme bis spätestens zum **24. April 2025** übermitteln könnten. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist; das Projekt befindet sich derzeit im Parlament und die Rückmeldungen werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Freiburg

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

Sur mandat de la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, nous souhaitons obtenir votre avis sur les questions ci-dessous, concernant la révision pendant devant le Parlement de la loi sur le blanchiment d'argent. Elles visent à apprécier l'opportunité d'une extension du champ d'application de la loi aux autorités cantonales exerçant des fonctions similaires à celles des notaires (**notariat d'Etat**). Compte tenu du fait que les débats parlementaires sont en cours, votre réponse serait requise dans un délai très bref, d'ici au **jeudi 24 avril 2025**.

I. Contexte

Le Parlement examine actuellement une révision de la loi sur le blanchiment d'argent ([24.046 | Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques | Objet | Le Parlement suisse](#)). Celle-ci prévoit notamment l'introduction d'obligations de diligence pour les conseillers, y compris les avocats et notaires, lorsqu'ils participent à certaines transactions (ventes immobilières ; création, administration ou domiciliation d'une société).

La commission compétente souhaite examiner l'extension des mêmes obligations aux autorités cantonales qui ont la fonction d'officier public et conseiller/instrumentent des actes dans le cadre des mêmes transactions (en particulier notariat d'Etat, mais la fonction/désignation peut varier d'un canton à l'autre). A cette fin, elle a mandaté l'administration pour clarifier l'étendue des obligations que le droit en vigueur impose aux notaires (libéraux ou employés par l'Etat) et la manière dont ces obligations se comparent à celle d'un assujetti à la loi sur le blanchiment d'argent.

II. Questions

A. Obligations prévues par le droit en vigueur

1. Dans votre canton, les notaires ont-ils des obligations équivalentes aux obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsqu'ils assistent l'exécution d'une transaction immobilière ou la création d'une société ?

Cf. réponses ci-dessous. Ces dernières se basent notamment sur la législation fribourgeoise suivante :

- RSF 261.1 - Loi sur le notariat (LN)
- RSF 261.11 - Règlement d'exécution de la loi du 20 septembre 1967 sur le notariat (RN)
- RSF 122.0.61 - Règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat (ROFC)



1) Doivent-ils en particulier :

- a. Identifier leur client et vérifier son identité au moyen d'une pièce d'identité ?

Le notaire doit s'assurer de l'identité, de la capacité civile, de la régularité des pouvoirs des parties et de leurs représentants, ainsi que de leurs réelles intentions. Il doit indiquer dans l'acte comment il a contrôlé l'identité des parties (par exemple: connaissance personnelle, témoignage d'un tiers connu du notaire, pièce de légitimation) (art. 24 et 49 LN et art. 10 RN).

- b. Identifier l'ayant droit économique des avoirs impliqués dans la transaction et vérifier cette information avec une diligence raisonnable ?

Le notaire doit refuser d'instrumenter tout acte qui violerait la loi, l'ordre public, les bonnes mœurs ou qui serait simulé. (art. 20 LN)

Lors de transactions immobilières, les versements qui sont faits sur le compte du notaire doivent provenir de comptes bancaires suisses. Le notaire part du principe que les banques suisses concernées ont effectué les contrôles nécessaires lorsque le client a déposé ses fonds sur le compte bancaire.

- c. Identifier le but de la transaction ?

En matière immobilière, le but de la transaction peut être soit d'acquérir un logement principal, soit un immeuble de rendement, soit un établissement permettant le développement de son activité professionnel. Dans la mesure où les prescriptions relatives à la LFAIE sont respectées et que les fonds proviennent de banques suisses, il n'y a pas de contrôle supplémentaire à effectuer.

- d. Identifier l'arrière-plan économique de la transaction et la source des fonds impliqués si des éléments justifient une diligence plus élevée (par ex. pays impliqués, structure de la transaction etc.) ?

Dans la mesure où les fonds proviennent de banques suisses, il n'y a pas lieu d'identifier l'arrière-plan économique. En cas de fonds provenant de l'étranger et d'un pays pour lequel il n'existe pas de restriction particulière, p. ex. France, le client sera amené à fournir des déclarations plus détaillées et fournir des documents complémentaires afin de prouver qu'il est bien le détenteur économique des fonds de la transaction.

- e. Prendre des mesures organisationnelles pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (formation, contrôle interne, directives sur l'acceptation de la clientèle, etc.) ?

En l'espèce, chaque notaire est responsable des actes qu'il instrumente et s'organise librement.

- f. Dénoncer aux autorités des transactions suspectes ?

Selon l'art. 26 LN, le notaire doit garder les secrets qui lui sont confiés dans l'exercice de son office, à moins qu'il ne soit légalement tenu de les divulguer.

B. Surveillance

Si la réponse est oui pour tout ou partie des questions sous point A :

1. Quelle est l'autorité qui vérifie le respect des obligations décrites ci-dessus ?

La Commission du notariat exerce la surveillance générale sur les notaires. Elle surveille notamment la conformité de l'activité des notaires à la loi et exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut

mandater les inspecteurs d'études de notaires pour procéder à des inspections spécifiques (Art. 35a et 37 LN),

En dehors desdits mandats d'inspection, les inspecteurs des études de notaires inspectent au moins tous les deux ans les études de notaires et en font rapport à la Commission du notariat. Ils vérifient notamment l'observation des prescriptions sur la rédaction des actes (art. 36s. LN).

2. De quelle manière le respect du secret du notaire est-il assuré lors du contrôle ?

La Commission du notariat est nommée par le Conseil d'Etat (art. 35 LN). Il est interdit aux membres de la commission de divulguer des faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales (art. 26 ROFC).

Les inspecteurs des études de notaires sont désignés par le Conseil d'Etat et sont tenus au secret (art. 36 LN).

3. Quelle est la fréquence du contrôle ?

Les études de notaires sont inspectées au moins une fois tous les deux ans. Des inspections plus fréquentes peuvent avoir lieu si les circonstances le justifient (art. 37 LN).

4. Quelles sont les conséquences en cas de violation ?

En cas de violation, les inspecteurs de notaires font un rapport à la Commission du notariat qui prend les mesures propres à assurer le respect des prescriptions légales (art. 38 LN). En tant qu'autorité en charge des procédures disciplinaires, la Commission intervient par ailleurs d'office ou sur plainte en cas de manquement aux devoirs imposés par la loi. Elle peut prononcer des sanctions disciplinaires allant de l'avertissement au retrait de la patente en passant par, l'amende, le blâme ou la suspension de la patente (art. 40ss LN).

C. Opportunité

Vous paraît-il opportun d'assujettir les notaires d'Etat / employés par l'Etat aux mêmes obligations que les notaires libéraux ?

Qu'il soit notaire d'Etat ou notaire indépendant, tout notaire assume une tâche étatique et doit donc, sous contrôle étatique, observer les obligations qui lui sont imposées.

Nous vous serions très reconnaissants de nous transmettre votre avis dans un délai au 24 avril 2025. Nous vous prions de nous excuser de ce bref délai ; le projet est en cours de traitement au parlement et les réponses attendues lors de la prochaine séance qui y sera consacrée. Si utile, vous pouvez volontiers nous répondre par téléphone ou demander au service compétent de nous contacter.



Kanton Genf

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

Sur mandat de la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, nous souhaitons obtenir votre avis sur les questions ci-dessous, concernant la révision pendant devant le Parlement de la loi sur le blanchiment d'argent. Elles visent à apprécier l'opportunité d'une extension du champ d'application de la loi aux autorités cantonales exerçant des fonctions similaires à celles des notaires (**notariat d'Etat**). Compte tenu du fait que les débats parlementaires sont en cours, votre réponse serait requise dans un délai très bref, d'ici au **jeudi 24 avril 2025**.

I. Contexte

Le Parlement examine actuellement une révision de la loi sur le blanchiment d'argent ([24.046 | Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques | Objet | Le Parlement suisse](#)). Celle-ci prévoit notamment l'introduction d'obligations de diligence pour les conseillers, y compris les avocats et notaires, lorsqu'ils participent à certaines transactions (ventes immobilières ; création, administration ou domiciliation d'une société).

La commission compétente souhaite examiner l'extension des mêmes obligations aux autorités cantonales qui ont la fonction d'officier public et conseiller/instrumentent des actes dans le cadre des mêmes transactions (en particulier notariat d'Etat, mais la fonction/désignation peut varier d'un canton à l'autre). A cette fin, elle a mandaté l'administration pour clarifier l'étendue des obligations que le droit en vigueur impose aux notaires (libéraux ou employés par l'Etat) et la manière dont ces obligations se comparent à celle d'un assujetti à la loi sur le blanchiment d'argent.

II. Questions- Réponses du canton de Genève

A. Obligations prévues par le droit en vigueur

1. Dans votre canton, les notaires ont-ils des obligations équivalentes aux obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsqu'ils assistent l'exécution d'une transaction immobilière ou la création d'une société ?

Ceci est fonction de l'activité de l'activité exercée par les notaires :

- Activité ministérielle classique : les notaires sont uniquement liés par l'art. 305bis CP.
- Activité professionnelle accessoire d'intermédiaire financier : affiliation à un organisme d'autorégulation (OAR) nécessaire et obligation de diligence/de communication.



1) Doivent-ils en particulier :

- a. Identifier leur client et vérifier son identité au moyen d'une pièce d'identité ?

Oui, dans tous les cas. Le notaire doit identifier son client au moyen de sa carte d'identité et lui fait remplir une fiche de renseignements personnels (nom, prénom, date de naissance, adresse, état civil, etc.)

Même si ce qui suit ne concerne pas (expressément) la lutte contre le blanchiment d'argent, l'identification des clients (p.ex. l'aliénateur et l'acquéreur d'un immeuble, fondateurs d'une personne morale) se fait en application des articles 12 et 14 de la loi sur le notariat du 25 novembre 1988 (LNot – E 6 05) en lien avec l'article 9 CC. Les articles 12 et 14 LNot ont la teneur suivante (nous soulignons):

"Art. 12 Mentions obligatoires

Tous les actes doivent énoncer : les nom et lieu de résidence du notaire qui les reçoit, le lieu où l'acte est dressé, la date, consistant dans la mention de l'année, du mois et du jour, les prénoms, nom, profession, nationalité et domicile des parties et, s'il y a lieu, des témoins, la raison sociale exacte des personnes morales, et en outre, pour les actes enregistrés par le registre foncier, la date de naissance et la filiation paternelle et maternelle ainsi que d'autres indications éventuelles exigées par le droit fédéral.

Art. 14 Connaissance des parties

Le nom, l'état, la demeure et la capacité civile des parties doivent être connus du notaire ou lui être attestés dans l'acte par deux témoins majeurs, ayant l'exercice de leurs droits civils et domiciliés en Suisse."

Dans un cas d'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE – rs/CH 211.412.41) l'article 12 LNot doit être mis en lien avec l'article 18 alinéa 2 de l'ordonnance sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (OAIE – rs/CH 211.412.411) qui a la teneur suivante:

"Les titres authentiques font foi des faits qu'ils constatent dans la mesure où l'officier public y certifie qu'il a lui-même vérifié les faits et lorsque rien ne permet de mettre en doute leur exactitude (art. 9 CC)."

- b. Identifier l'ayant droit économique des avoirs impliqués dans la transaction et vérifier cette information avec une diligence raisonnable ?

L'examen doit être effectué sous l'angle de l'art. 305bis CP, au vu du formulaire R rempli par les notaires conformément à l'article 36 de la Convention relative à l'obligation de diligence des banques (CBD version 2020).

- c. Identifier le but de la transaction ?

Les notaires doivent retranscrire la volonté réelle des parties (toujours avec l'art. 305bis CP en arrière-plan). Cela étant, à notre connaissance, l'intention est investiguée probablement plus souvent en matière de la LFAIE, pour autant que la personne soit assujettie subjectivement.

- d. Identifier l'arrière-plan économique de la transaction et la source des fonds impliqués si des éléments justifient une diligence plus élevée (par ex. pays impliqués, structure de la transaction etc.) ?

Oui, toujours sous l'angle de l'art. 305bis CP, au vu du formulaire R.

- e. Prendre des mesures organisationnelles pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (formation, contrôle interne, directives sur l'acceptation de la clientèle, etc.) ?

Oui, toujours sous l'angle de l'art. 305bis CP, au vu du formulaire R.

- f. Dénoncer aux autorités des transactions suspectes ?

Oui, si le notaire agit en tant qu'intermédiaire financier. S'agissant de l'activité ministérielle pure, le notaire renonce à instrumenter l'acte et ne dénonce pas les faits. Il est en effet tenu par son secret professionnel.

B. Surveillance

Si la réponse est oui pour tout ou partie des questions sous point B :

1. Quelle est l'autorité qui vérifie le respect des obligations décrites ci-dessus ?

- Si intermédiaire financier : OAR;

- Si le notaire agit dans le cadre de son activité ministérielle, et que les faits sont dénoncés auprès de la Commission de surveillance des notaires (la Commission), c'est celle-ci qui instruit les faits, conformément à l'article 52 al. 1 LNot dont le texte exact est le suivant :

"La commission de surveillance est convoquée par le département lorsque celui-ci a des raisons de craindre qu'un notaire a manqué à ses obligations, notamment suite à une dénonciation émanant d'un lésé, d'une autorité judiciaire ou administrative, d'un membre de la commission de surveillance ou de la Chambre des notaires. Son instruction peut s'étendre à d'autres faits que ceux dont elle a été saisie."

A la différence de tous les autres cantons qui connaissent le notariat privé, il n'y a pas d'inspection régulière des études de notaires dans le canton de Genève.

Cela dit, l'article 49 LNot prévoit que la commission de surveillance peut ordonner le contrôle d'une étude lorsqu'elle estime que les circonstances le justifient. Ce contrôle peut porter sur les actes, procédures, registres, répertoires et archives de l'étude.

La Commission traite peu de cas disciplinaires par année.

Ces chiffres s'expliquent par le fait que le Président de la Chambre des notaires de Genève, association privée à laquelle tous les notaires genevois sont affiliés, intervient fréquemment pour régler les litiges entre les membres de la Chambre et leurs clients.

De ce fait, peu de litiges remontent à la Commission. Durant les cinq dernières années, les procédures disciplinaires ouvertes contre les notaires ont abouti aux préavis suivants de la Commission :

2024 : un classement;

2023 : trois classements;

2022 : un classement et une suspension d'une année si le notaire ne démissionnait pas à une date déterminée;

2021 : quatre classements et un avertissement;

2020 : quatre classements.

Muni de ces préavis, c'est ensuite le département des institutions et du numérique (DIN) qui prend les décisions. Il a suivi les préavis susmentionnés, dont il peut toutefois s'écarter.

2. De quelle manière le respect du secret du notaire est-il assuré lors du contrôle ?

- Si activité ministérielle : les faits connus ou confiés dans l'exercice de la profession sont couverts par le secret professionnel (321 CP). Toutefois, en cas de manquement disciplinaire, le secret professionnel n'est pas opposable aux membres de la Commission. Ceux-ci sont toutefois soumis au secret de fonction en application de la loi sur les commissions officielles.

- A contrario, les faits connus ou confiés dans l'activité non ministérielle ne sont pas couverts par le secret professionnel (mais l'OAR est couvert par le secret professionnel).

3. Quelle est la fréquence du contrôle ?

- Si activité ministérielle : pas de contrôle préventif régulier (p.ex. pas d'inspections) (cf. point 1)

- Si intermédiaire financier : selon la demande de l'OAR.

4. Quelles sont les conséquences en cas de violation ?

Les sanctions peuvent être tant civiles, pénales que disciplinaires.

En cas de manquement disciplinaire, la Commission émet des préavis à l'attention du DIN, lequel rend une décision de classement, d'avertissement, de blâme ou de suspension.

C. Opportunité

Vous paraît-il opportun d'assujettir les notaires d'Etat / employés par l'Etat aux mêmes obligations que les notaires libéraux ?

Oui. Il n'y a en effet pas de justification pour faire une différence.

Nous vous serions très reconnaissants de nous transmettre votre avis dans un délai au 24 avril 2025. Nous vous prions de nous excuser de ce bref délai ; le projet est en cours de traitement au parlement et les réponses attendues lors de la prochaine séance qui y sera consacrée. Si utile, vous pouvez volontiers nous répondre par téléphone ou demander au service compétent de nous contacter.



Kanton Glarus

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Nur die freiberuflichen Notare (Kantonale Urkundspersonen), rechtlich nie ein Amtsnotariat, faktisch nicht mehr die Gemeindeschreiber

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Nur die freiberuflichen Notare (Kantonale Urkundspersonen), nicht ein Amtsnotariat, Verwalter und Domizilhalter können auch andere Privatpersonen oder juristische Personen sein.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.



B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Keine solchen nach kantonalem Recht

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja, gemäss Art. 6 Abs. 2 Glarner Gesetz über Beurkundung und Beglaubigung

(Beurkundungsgesetz, III B/3/1)

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Nein, nach kantonalem Recht nicht

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Nein, nach kantonalem Recht nicht

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Nein, nach kantonalem Recht nicht

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein, nach kantonalem Recht nicht

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Nein, nach kantonalem Recht nicht

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Anwaltskommission des Kantons Glarus

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Grundsätzlich nicht, mit Ausnahme von Ziff. 2 lit. a

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Die Kontrolle (periodische «Inspektion» bei den Urkundspersonen in deren Büro) erfolgt durch Mitglieder der Anwaltskommission selbst, die ebenfalls dem Amtsgeheimnis unterstehen.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Disziplinarische Massnahmen nach Art. 34 Glarner Beurkundungsgesetz

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Die Stossrichtung mag stimmen, die konkrete Umsetzung aber wird kritisiert (vgl. Vernehmlassung Regierungsrat Kanton Glarus auf Seite 23 und Anwaltskommission des Kantons Glarus auf Seite 303 der Vernehmlassungsergebnisse).

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Im Kanton Glarus ist diese Unterscheidung nicht relevant. Grundstücksgeschäfte und Gründungen etc. werden von den freiberuflichen Notaren (Urkundspersonen) vorgenommen. Beurkundende Gemeindeschreiber für Grundstücksgeschäfte (vgl. Art. 4 Abs. 1 Glarner Beurkundungsgesetz) gibt es faktisch nicht mehr.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Nein, in der heutigen Form als Milizbehörde nicht (vgl. Vernehmlassung der Anwaltskommission des Kantons Glarus auf Seite 303 der Vernehmlassungsergebnisse).

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Glarus

Anwaltskommission

Spielhof 6 | Postfach | 8750 Glarus | 0041 55 646 53 00

8750 Glarus, 15. November 2023

Per E-Mail an vernehmlassungen@sif.admin.ch

Vernehmlassung 2022/81

Sehr geehrter Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren

Zum Bundesgesetz über die Transparenz von juristischen Personen (VE-TJPG) erstattet die Anwaltskommission des Kantons Glarus die folgende Vernehmlassung:

1. Delegationsnormen und unbestimmte Rechtsbegriffe sind der falsche Weg

Die geplante Änderung strotzt in Art. 13b ff. VE-BGFA von [zu] unbestimmten Rechtsbegriffen, die vom Bundesrat auf Verordnungsstufe noch konkretisiert werden sollen (Art. 13b Abs. 6 VE-BGFA). Das geltende BGFA kommt in Art. 12 geradezu vorbildlich mit zehn Berufsregeln auf Gesetzesstufe aus. Der VE-BGFA dagegen kommt mit einer detailversessenen und komplizierten Regelung daher, die in der Praxis nicht mehr justiziabel ist. Die an den Bundesrat übertragenen Gesetzgebungsbefugnisse sind weder angemessen definiert noch umgrenzt (anders der erläuternde Bericht S. 143 unten zu Art. 13b Abs. 6 VE-BGFA).

2. Insellösung bei der Aufsicht über Anwältinnen und Anwälte überzeugt nicht

Das Aufsichtssystem der Beratungsberufe soll auf dem gemäss GwG bereits für den Parabankensektor angewendeten und anerkannten System der SRO beruhen. Die Aufsicht über Anwältinnen und Anwälte, die dem BGFA unterstehen, soll dagegen in die bestehende Aufsichtsregelung aufgenommen (erläuternder Bericht S. 54). Diese einzige Ausnahme vom anerkannten System der SRO überzeugt nicht und führt zu Abgrenzungsproblemen und Doppelspurigkeiten bei der Aufsicht über Anwälte, die zugleich Notare sind (vgl. z. B. das Unterstellungsrecht in Art. 2b VE-GwG sowie die Koordinationsregeln in Art. 12a VE-GwG).

Von der neuen Regelung dürften nur etwa 1500–2500 Anwältinnen und Anwälte, die wahrscheinlich vorwiegend in den grossen Kanzleien des Landes arbeiten, betroffen sein (so der erläuternde Bericht auf Seite 141 unten). Dennoch will man in Art. 14 VE-BGFA eine Aufsicht über alle in einem Anwaltsregister eingetragenen Personen installieren. Diese Aufgabe soll der BGFA-Aufsichtsbehörde übertragen werden, welche die Einhaltung der Standesregeln [recte: Berufsregeln] der Anwältinnen und Anwälte bei der Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung zu überprüfen hat (erläuternder Bericht S. 54 unten). Eine derart bürokratisch überbordende und wenig effektive Gesetzgebung wird abgelehnt.

3. Kantonale BGFA-Aufsichtsbehörde darf nicht zur GwG-Finanzpolizei werden

Den Kantonen soll in Art. 14 Abs. VE-BGFA eine Aufsichtstätigkeit aufgezwungen werden, welche im derzeitigen Milizsystem nicht mehr zu erbringen ist. Die vorgeschlagene Aufsicht erfordert einen ständigen Apparat mit Fachleuten sowie eventuell gar Experten, was namentlich für kleine Kantone zu teuer ist. Diese föderalismusfeindliche Regelung wird abgelehnt.

Die ganze Vorlage ist gründlich zu überarbeiten und radikal zu vereinfachen.

Mit vorzüglicher Hochachtung

Präsident

lic. iur. Andreas Hefti



Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit Graubünden
Departament da giusta, segirezza e sanadad dal Grischun
Dipartimento di giustizia, sicurezza e sanità dei Grigioni

18186 (in der Antwort anzugeben)

☎ 081 257 25 13
✉ info@djsg.gr.ch
www.djsg.gr.ch

Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit
Hofgraben 5, 7001 Chur

Staatssekretariat für internationale Finanz-
fragen SIF / Finanzsystem und Finanz-
märkte
Herr Dr. Michael Manz
Bundesgasse 3
3003 Bern

Chur, 24. April 2025

Vernehmlassung EFD - Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrter Herr Dr. Manz
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 10. April 2025 erhalten die Kantone Gelegenheit, sich zu erwähntem Geschäft zu äussern. Dafür danken wir Ihnen bestens.

Die uns zugesandte Dokumentation haben wir geprüft. Wir verzichten auf die Einreichung einer Stellungnahme und das Ausfüllen des Fragebogens. In Anbetracht der kurzen über die Osterfeiertage angesetzten Frist und der sich aus dem Fragebogen ergebenden komplexen Fragestellungen war es uns nicht möglich, die notwendigen Abklärungen zu treffen.

Freundliche Grüsse

DEPARTEMENT FÜR JUSTIZ,
SICHERHEIT UND GESUNDHEIT
Der Vorsteher

Peter Peyer
Regierungsrat

Versand per:

E-Mail (PDF und Word-Version) zustellen an: michael.manz@sif.admin.ch



Kanton Jura

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

Sur mandat de la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, nous souhaitons obtenir votre avis sur les questions ci-dessous, concernant la révision pendant devant le Parlement de la loi sur le blanchiment d'argent. Elles visent à apprécier l'opportunité d'une extension du champ d'application de la loi aux autorités cantonales exerçant des fonctions similaires à celles des notaires (**notariat d'Etat**). Compte tenu du fait que les débats parlementaires sont en cours, votre réponse serait requise dans un délai très bref, d'ici au **jeudi 24 avril 2025**.

I. Contexte

Le Parlement examine actuellement une révision de la loi sur le blanchiment d'argent ([24.046 | Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques | Objet | Le Parlement suisse](#)). Celle-ci prévoit notamment l'introduction d'obligations de diligence pour les conseillers, y compris les avocats et notaires, lorsqu'ils participent à certaines transactions (ventes immobilières ; création, administration ou domiciliation d'une société).

La commission compétente souhaite examiner l'extension des mêmes obligations aux autorités cantonales qui ont la fonction d'officier public et conseillent/instrumentent des actes dans le cadre des mêmes transactions (en particulier notariat d'Etat, mais la fonction/désignation peut varier d'un canton à l'autre). A cette fin, elle a mandaté l'administration pour clarifier l'étendue des obligations que le droit en vigueur impose aux notaires (libéraux ou employés par l'Etat) et la manière dont ces obligations se comparent à celle d'un assujetti à la loi sur le blanchiment d'argent.

II. Questions

A. Obligations prévues par le droit en vigueur

1. Dans votre canton, les notaires ont-ils des obligations équivalentes aux obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsqu'ils assistent l'exécution d'une transaction immobilière ou la création d'une société ?

[réponse] non

- 1) Doivent-ils en particulier :

- a. Identifier leur client et vérifier son identité au moyen d'une pièce d'identité ?

[réponse] Non. Toutefois, les notaires ont une obligation générale de s'assurer de l'identité des parties à un acte authentique. Il s'agit d'une mesure de police qui n'est pas liée spécifiquement au blanchiment d'argent.

- b. Identifier l'ayant droit économique des avoirs impliqués dans la transaction et vérifier cette information avec une diligence raisonnable ?

[réponse] non



c. Identifier le but de la transaction ?

[réponse] **non**

d. Identifier l'arrière-plan économique de la transaction et la source des fonds impliqués si des éléments justifient une diligence plus élevée (par ex. pays impliqués, structure de la transaction etc.) ?

[réponse] **non**

e. Prendre des mesures organisationnelles pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (formation, contrôle interne, directives sur l'acceptation de la clientèle, etc.) ?

[réponse] **non**

f. Dénoncer aux autorités des transactions suspectes ?

[réponse] **non**

B. Surveillance

Si la réponse est oui pour tout ou partie des questions sous point B :

1. Quelle est l'autorité qui vérifie le respect des obligations décrites ci-dessus ?

[réponse]

2. De quelle manière le respect du secret du notaire est-il assuré lors du contrôle ?

[réponse]

3. Quelle est la fréquence du contrôle ?

[réponse]

4. Quelles sont les conséquences en cas de violation ?

[réponse]

C. Opportunité

Vous paraît-il opportun d'assujettir les notaires d'Etat / employés par l'Etat aux mêmes obligations que les notaires libéraux ?

Pas d'avis

Nous vous serions très reconnaissants de nous transmettre votre avis dans un délai au 24 avril 2025. Nous vous prions de nous excuser de ce bref délai ; le projet est en cours de traitement au parlement et les réponses attendues lors de la prochaine séance qui y sera consacrée. Si utile, vous pouvez volontiers nous répondre par téléphone ou demander au service compétent de nous contacter.



Kanton Luzern

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Im Kanton Luzern sind für den Kauf und Verkauf von Immobilien neben den Anwaltsnotaren die Gemeindeschreiberinnen und Gemeindeschreiber sowie die Substitutinnen und Substituten mit Beurkundungsbefugnis zuständig, die bei den jeweiligen Gemeinden angestellt sind.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Zuständig sind neben den Anwaltsnotaren die Gemeindeschreiberinnen und Gemeindeschreiber sowie die Substitutinnen und Substituten mit Beurkundungsbefugnis.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.



B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Im kantonalen Recht bestehen keine expliziten Regelungen, die über das Bundesrecht hinausgehen.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja, Amtsnotare sind – wie freischaffende Notare – verpflichtet, die Identität der Klientinnen und Klienten anhand eines Ausweises zu prüfen.

- b. Die wirtschaftlich berechnete Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Ja, soweit es sich um Geschäfte im Bereich des Handelsregisters oder des Grundbuchs handelt. Insbesondere sind die Bestimmungen der Lex Koller / Lex Friedrich einzuhalten.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Nein. Der Zweck einer Transaktion wird in der Regel nicht erhoben. Der Zweck wird in der Regel in der Urkunde festgehalten und basiert auf Aussagen der Parteien.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Es bestehen im Kanton Luzern keine Regelungen, die über das Bundesrecht hinausgehen.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein, solche Massnahmen sind nicht vorgesehen.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Im kantonalen Recht besteht keine explizite Meldepflicht.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Im Kanton Luzern ist das die Aufsichtsbehörde über die Urkundspersonen. Dies ist eine vom Kantonsgericht gewählte Kommission.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Die Kontrolle der Aufsichtsbehörde über die Urkundspersonen bezieht sich auf die Einhaltung der Berufspflichten. Im Vordergrund steht die disziplinarische Ahndung von Pflichtverletzungen.

§ 28 des kantonalen Beurkundungsgesetzes regelt die allgemeinen Sorgfaltspflichten. Bei Verletzungen dieser Pflichten schreitet die Aufsichtsbehörde über die Urkundspersonen disziplinarisch ein.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Gegenüber der Aufsichtsbehörde besteht kein Amtsgeheimnis. Dies entspricht der Praxis im Kanton Luzern. Dementsprechend liegt keine Verletzung des Amtsgeheimnisses vor, wenn die Notarinnen und Notare der Aufsichtsbehörde über Urkundspersonen Auskunft erteilen.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Bei einer Pflichtverletzung können disziplinarische Massnahmen ergriffen werden. Diese reichen von einem Verweis über eine Busse bis hin zu einem (befristeten) Berufsverbot.

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Im Rahmen ihres Kerngeschäfts unterstehen die Notare heute nicht dem GwG. Massnahmen, welche zu einer grösseren Transparenz und Prüfung hinsichtlich der tatsächlich wirtschaftlich berechtigten Personen beitragen, sind zu begrüssen. Das spricht für eine schweizweit gleiche Anwendung der Kontrollmechanismen resp. der diesbezüglichen Pflichten.

Es ist darauf hinzuweisen, dass die Einführung neuer Formulare und die Umsetzung entsprechender Pflichten mit einem nicht unerheblichen administrativen Aufwand verbunden wären.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Vgl. D.1.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Grundsätzlich könnte die Aufsichtsbehörde unter dem Titel der Sorgfaltspflichten auch neue Pflichten kontrollieren. Nach aktuellem Stand gehören die in der Revision des GwG vorgesehenen Pflichten jedoch nicht zum bisherigen Aufgabenbereich der Notarinnen und Notare.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Neuenburg

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

Sur mandat de la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, nous souhaitons obtenir votre avis sur les questions ci-dessous, concernant la révision pendant devant le Parlement de la loi sur le blanchiment d'argent. Elles visent à apprécier l'opportunité d'une extension du champ d'application de la loi aux autorités cantonales exerçant des fonctions similaires à celles des notaires (**notariat d'Etat**). Compte tenu du fait que les débats parlementaires sont en cours, votre réponse serait requise dans un délai très bref, d'ici au **jeudi 24 avril 2025**.

I. Contexte

Le Parlement examine actuellement une révision de la loi sur le blanchiment d'argent ([24.046 | Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques | Objet | Le Parlement suisse](#)). Celle-ci prévoit notamment l'introduction d'obligations de diligence pour les conseillers, y compris les avocats et notaires, lorsqu'ils participent à certaines transactions (ventes immobilières ; création, administration ou domiciliation d'une société).

La commission compétente souhaite examiner l'extension des mêmes obligations aux autorités cantonales qui ont la fonction d'officier public et conseiller/instrumentent des actes dans le cadre des mêmes transactions (en particulier notariat d'Etat, mais la fonction/désignation peut varier d'un canton à l'autre). A cette fin, elle a mandaté l'administration pour clarifier l'étendue des obligations que le droit en vigueur impose aux notaires (libéraux ou employés par l'Etat) et la manière dont ces obligations se comparent à celle d'un assujetti à la loi sur le blanchiment d'argent.

II. Questions

A. Obligations prévues par le droit en vigueur

1. Dans votre canton, les notaires ont-ils des obligations équivalentes aux obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsqu'ils assistent l'exécution d'une transaction immobilière ou la création d'une société ?

[réponse] **Partiellement**

- 1) Doivent-ils en particulier :

- a. Identifier leur client et vérifier son identité au moyen d'une pièce d'identité ?

[réponse] **Oui**

- b. Identifier l'ayant droit économique des avoirs impliqués dans la transaction et vérifier cette information avec une diligence raisonnable ?

[réponse] **Non, toutefois, tous les fonds transitent par des banques sises en Suisse**



- c. Identifier le but de la transaction ?

[réponse] **Oui**

- d. Identifier l'arrière-plan économique de la transaction et la source des fonds impliqués si des éléments justifient une diligence plus élevée (par ex. pays impliqués, structure de la transaction etc.) ?

[réponse] **Non, sous réserve de transactions particulières pour lesquelles le notaire devra refuser d'instrumenter**

- e. Prendre des mesures organisationnelles pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (formation, contrôle interne, directives sur l'acceptation de la clientèle, etc.) ?

[réponse] **Oui, contrôle de la provenance des fonds et vérification de l'identité des clients**

- f. Dénoncer aux autorités des transactions suspectes ?

[réponse] **Non, car secret professionnel**

B. Surveillance

Si la réponse est oui pour tout ou partie des questions sous point B :

1. Quelle est l'autorité qui vérifie le respect des obligations décrites ci-dessus ?

[réponse] **Le Conseil notarial et l'Autorité de surveillance**

2. De quelle manière le respect du secret du notaire est-il assuré lors du contrôle ?

[réponse] **Le contrôle est effectué par d'autres notaires et par une fiduciaire mandatée par le notaire**

3. Quelle est la fréquence du contrôle ?

[réponse] **Tous les quatre ans par une fiduciaire mandatée par le Conseil notarial et tous les trois ans pour les contrôles techniques effectués par le Conseil notarial**

4. Quelles sont les conséquences en cas de violation ?

[réponse] **Renvoi à l'Autorité de surveillance**

C. Opportunité

Vous paraît-il opportun d'assujettir les notaires d'Etat / employés par l'Etat aux mêmes obligations que les notaires libéraux ? **Oui**

Nous vous serions très reconnaissants de nous transmettre votre avis dans un délai au 24 avril 2025. Nous vous prions de nous excuser de ce bref délai ; le projet est en cours de traitement au parlement et les réponses attendues lors de la prochaine séance qui y sera consacrée. Si utile, vous pouvez volontiers nous répondre par téléphone ou demander au service compétent de nous contacter.



Kanton Nidwalden

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?
 - a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Amtsnotariat und freiberufliches Notariat
 - b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Amtsnotariat und freiberufliches Notariat

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?



Allgemeine Sorgfaltspflicht (§ 20 BeurkV NW [NG 268.11])

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja (§ 22 BeurkV NW [NG 268.11])

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Im Rahmen der allgemeinen Sorgfaltspflicht (§ 20 BeurkV NW [NG 268.11])

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Im Rahmen der allgemeinen Sorgfaltspflicht (§ 20 BeurkV NW [NG 268.11])

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Im Rahmen der allgemeinen Sorgfaltspflicht (§ 20 BeurkV NW [NG 268.11])

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Im Rahmen der allgemeinen Sorgfaltspflicht (§ 20 BeurkV NW [NG 268.11])

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

- Im Rahmen der allgemeinen Sorgfaltspflicht (§ 20 BeurkV NW [NG 268.11]);

- Allgemeine Norm, wonach staatliche Stellen im Rahmen ihrer Tätigkeit festgestellte potentiell strafbare Handlungen melden müssen.

C. Aufsicht

- 1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Kontrolle durch Beurkundungskommission des Obergerichts (§ 51 BeurkV NW [NG 268.11])

- 2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Nein, es wird eine periodische Kontrolle mit Stichproben durchgeführt.

- 3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Mitglieder der Beurkundungskommission unterstehen als Notare und/oder Amtspersonen selbst dem Berufs- / Amtsgeheimnis.

- 4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Im Falle einer Unterstellung des freien Notariats müsste auch die Tätigkeit des Amtsnotariats gleich behandelt werden. Hiervon ist aber die Tätigkeit der Grundbuchverwaltungen zu unterscheiden. Eine Unterstellung der Grundbuchverwaltung (welche der notariellen Tätigkeit nachgelagert ist) unter das GwG wird klar abgelehnt, schafft grosse verfahrenstechnische Probleme und führt zu keinem Mehrwert.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Hauptunterschied: das Amtsnotariat nimmt keine Gelder treuhänderisch entgegen.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Ja, sofern klare Voraussetzungen bestehen, in welchen Fällen welche Dokumente vorliegen müssen.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Obwalden

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Der Kanton Obwalden hat vor Jahren den Amtsnotar und seinen Stellvertreter abgeschafft. Belassen hat er lediglich die Beglaubigungsbeamten (Art. 2 Abs. 3 BeurkG [GDB 2010.3]), die allerdings nicht an den besagten Geschäften beteiligt sind.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Der Kanton Obwalden hat vor Jahren den Amtsnotar und seinen Stellvertreter abgeschafft. Belassen hat er lediglich die Beglaubigungsbeamten (Art. 2 Abs. 3 BeurkG [GDB 2010.3]), die allerdings nicht an den besagten Geschäften beteiligt sind.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht



1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Vgl. oben unter A.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Vgl. oben unter A.

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Vgl. oben unter A.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Vgl. oben unter A.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Vgl. oben unter A.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Vgl. oben unter A.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Vgl. oben unter A.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Notariatskommission (Art. 9a ff. BeurkG).

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Vgl. oben unter A.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Vgl. oben unter A.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Vgl. oben unter A.

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Vgl. oben unter A.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Vgl. oben unter A.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten (betreffend Amtsnotar) kontrollieren?

Vgl. oben unter A.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton St. Gallen

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Grundbuchverwalterinnen und Grundbuchverwalter (Gemeindebehörde), bei Gründungen und Kapitalerhöhungen mit Sacheinlage, Vermögensübertragung nach FusG und Fusionen auch Amtsnotarinnen und Amtsnotare oder Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte (als Notarinnen und Notare).

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Gründung: Amtsnotarinnen und Amtsnotare und Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte (als Notarinnen und Notare). Verwaltung oder Domizilierung: Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte, Treuhänderinnen und Treuhänder sowie weitere Dritte.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht



1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Die Sorgfaltspflicht der Urkundspersonen ergibt sich aus den allgemeinen Bestimmungen zur Beurkundung (Art. 15bis ff. EG zum ZGB, sGS 911.1). Es gibt eine Prüfungspflicht bei Grundstücksgeschäften in Hinblick auf das BewG (SR 211.412.41), jedoch keine spezifische Prüfungspflicht gemäss GwG.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Die Urkundsperson prüft die Identität der Parteien und der mitwirkenden Personen, die Vertretungsbefugnis von Vertretern und die Rechts- und Handlungsfähigkeit der beteiligten natürlichen und juristischen Personen sorgfältig und lässt sich die erforderlichen Ausweise vorlegen (Art. 18 Abs. 2 Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch [sGS 911.1]).

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Bildet eine Eigentumsänderung an einem Grundstück Gegenstand eines Ehevertrages mit Änderung des Güterstandes, einer Stiftungserichtung, einer Sacheinlage bei einer Gesellschaftsgründung oder Kapitalerhöhung, kann die öffentliche Beurkundung der Eigentumsänderung am Grundstück auch von jeder für die genannten Fälle zuständigen Urkundsperson vorgenommen werden. In die Urkunde ist ein vollständiger Grundbuchauszug aufzunehmen (Art. 49 Abs. 2 Einföhrungsverordnung zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch [sGS 911.11]). Damit wird der wirtschaftlich Berechnigte ermittelt, wobei der wirtschaftlich Berechnigte nicht identisch mit dem Eigentümer sein muss. In diesem Sinn wird die wirtschaftliche Berechnigung nicht abgeklärt. Bei anderen Vermögenswerten gilt keine spezielle Abklärungspflicht.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Dies erfolgt im Rahmen der Beratungs- und Aufklärungspflicht gemäss Art. 18 Abs. 1 Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch [sGS 911.1]), jedoch nicht nur im Hinblick auf das GwG.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Dies erfolgt im Rahmen der Beratungs- und Aufklärungspflicht gemäss Art. 18 Abs. 1 Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch [sGS 911.1]), jedoch nicht nur im Hinblick auf das GwG. Einzelne Abklärungen könnten gegen Art. 1 Abs. 1 lit. b) des Datenschutzgesetzes (sGS 142.1) verstossen. Mit Bezug auf die vorgelegten Kapitaleinzahlungsbescheinigungen von Banken erfolgen keine weiteren Abklärungen. Es ist davon auszugehen, dass die GwG-Sorgfaltspflichten von der jeweiligen Bank eingehalten wurden.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Die Amtsnotarinnen und Amtsnotare des Amtes für Handelsregister und Notariate nehmen regelmässig an Weiterbildungen teil. Es erfolgen hingegen keine GwG-spezifischen Schulungen oder Ausbildungen.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Sofern ein hinreichender Tatverdacht besteht, kann eine Anzeige bei der zuständigen Behörde erfolgen. Es besteht keine Anzeigepflicht.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Im Kanton St.Gallen gibt es keine einheitliche Aufsicht über die Notare. Rechtsanwälte, die als Notare tätig sind, stehen unter der Aufsicht der Anwaltskammer (Art. 5 Anwaltsgesetz [sGS 963.70]). Die Amtsnotare stehen unter Aufsicht des zuständigen Departements (Departement des Innern. Die Grundbuchverwalterinnen und Grundbuchverwalter stehen unter der Aufsicht des Departements des Innern, Abteilung Grundbuchaufsicht (Art. 32 Grundbuchverordnung [sGS 914.13])). Vgl. sogleich Antwort auf Frage 2.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Das Departement des Innern (Rechtsdienst) führt keine aufsichtsrechtlichen Kontrollen der Amtsnotare durch.

Das Departement des Innern übt die Aufsicht über die Grundbuchführung durch die Grundbuchaufsicht aus (Art. 182 EG-ZGB; sGS 911.1, i.V.m. Art. 22 Bst. d^{bis} Geschäftsreglement der Regierung und der Staatskanzlei; sGS 141.3, und Art. 32 Verordnung über das Grundbuch; sGS 914.13). Im Rahmen dieser gesetzlichen Aufgabe erlässt die Grundbuchaufsicht Kreisschreiben und Weisungen, führt aufsichtsrechtliche Prüfungen durch, erteilt Auskünfte an die Grundbuchämter, usw.

Wir weisen darauf hin, dass In Sachen Beurkundung / Urkundsperson (oder in der Terminologie der Anfrage «Amtsnotar») bei Grundbuchgeschäften der Gemeinderat der jeweiligen Gemeinde zuständig und damit Aufsichtsbehörde ist.

Im Bereich GwG sind keine expliziten Weisungen an die Grundbuchämter erfolgt. Die Grundbuchaufsicht ist ebenfalls Bewilligungsbehörde im Bereich BewG. Die Finanzierung des Kaufpreises und der Baukosten ist grundsätzlich summarisch durch den Grundbuchverwalter zu prüfen und schriftlich bestätigen zu lassen. Bei fremden Mitteln ist darzulegen, wer Gläubiger ist. Kann die Bewilligungspflicht aufgrund der summarischen Prüfung nicht ohne Weiteres ausgeschlossen werden, ist an die Bewilligungsbehörde zu verweisen. Sind Hinweise auf einen treuhänderischen Erwerb vorhanden, erfolgt eine umfassendere Prüfung der Mittel zur Kaufpreisfinanzierung.

Die Grundbuchämter sind angewiesen, die nach Art. 51 Abs. 1 Bst. a GBV erforderlichen Ausweise der verfügenden und erwerbenden natürlichen Personen zum Beleg zu nehmen

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Aufsichtsrechtliche Kontrollen der Amtsnotariate finden, wie erwähnt, nicht statt. Eine Überprüfung von allfällig geltend gemachter unkorrekter Amtsführung durch Amtsnotare würde in dem konkreten Fall geprüft. Dort gelten die allgemeinen Verfahrensvorschriften.

Grundbuchaufsicht: Die Unterlagen können in den BewG-Verfahren direkt bei unserer Behörde eingereicht werden. Die Dokumente sind zu den Akten zu nehmen. Die Bewilligungsbehörde gewährt nur in begründeten Fällen Einsicht in diese Akten. Sofern für die Begründung nicht zwingend notwendig, werden keine Bilanz- oder Beteiligungszahlen der jeweiligen Unternehmen im Entscheid über die Bewilligungspflicht aufgeführt. Sollte dies doch erforderlich sein, werden die betroffenen Gesellschaften vor Erlass der Verfügung orientiert.

Bei Berichten über die aufsichtsrechtliche Prüfung des Grundbuchamtes werden die Feststellungen und Empfehlungen der Grundbuchaufsicht so weit anonymisiert, dass ohne Einsicht in die Belege keine Rückschlüsse gemacht werden können.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Für die Amtsnotarinnen und Amtsnotare massgebend sind die Art. 71 ff. Personalgesetz (sGS 143.1):

Personalrechtliche Ermahnung und Beanstandung ergänzt allenfalls mit Einräumung einer Bewährungsfrist, Zuweisung anderer Aufgaben bei gleichem Lohn, Androhung der Kündigung des Arbeitsverhältnisses, Kündigung des Arbeitsverhältnisses. Einleiten einer Administrativuntersuchung. Vorbehalten bleibt die Strafverfolgung bei hinreichendem Verdacht auf strafbare Handlungen.

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Die Unterstellung der Amtsnotarinnen und Amtsnotare unter die Sorgfaltspflichten des GwG erscheint auf den ersten Blick sinnvoll, um gleich lange Spiesse zu den freischaffenden privaten Notaren zu schaffen. Bei genauerer Betrachtung fällt auf, dass die Amtsnotarinnen und Amtsnotare als Angestellte des Staates dessen Repräsentanten sind. Ausser in einem klaren Fall der Korruption hat eine Amtsnotarin oder ein Amtsnotar zudem keine persönlichen Interessen an einem bestimmten Geschäft, oder muss in den Ausstand treten. Die geltenden strafrechtlichen Bestimmungen reichen in Missbrauchsfällen vollständig aus.

Eine Unterstellungspflicht für Amtsnotare dürfte deutlich über das Ziel hinausschiessen, weil das Risiko, dass über Beurkundungen von Amtsnotaren Geld gewaschen wird, sehr klein sein dürfte. Die im Vorfeld einer gesellschaftsrechtlichen Beurkundung erfolgte Beratung erfolgt in der Regel durch Treuhänder oder Steuerberater. Bei Beurkundungsanfragen besteht kein Kontrahierungszwang, weshalb Anfragen, bei denen die erforderliche Vertrauensbasis nicht gegeben ist, abgelehnt werden. Eine Unterstellung der Amtsnotare unter das GwG würde zu einem enormen Mehraufwand führen, weil dies mit der Einrichtung einer prudentiellen Aufsicht, regelmässigen GwG-spezifischen Aus- und Weiterbildungen, besonderen Abklärungen und zusätzlichen Dokumentationspflichten verbunden wäre. Die Beurkundungsdienstleistung des Amtsnotars würde sich dadurch wohl massiv verteuern, und die Gebühren müssten erhöht werden.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Grundsätzlich führen freiberufliche und amtliche Notarinnen und Notare die gleichen Notariatsprozesse durch. Dies würde eine Gleichbehandlung bei den Sorgfaltspflichten rechtfertigen, was allerdings schon durch die kantonale Gesetzgebung gewährleistet ist. Spezifische Sorgfaltspflichten in Spezialgesetzen machen dagegen dort Sinn, wo eine grössere Nähe zu Missbrauchsmöglichkeiten zu vermuten ist. Freiberufliche Notarinnen und Notare stehen im Wettbewerb. Sie sind darauf angewiesen, ein Netzwerk aufzubauen und zu pflegen, das u.U. eine Nähe zu «heiklen» Geschäften bringen kann. Hierbei besteht das erhöhte Risiko, dass auch Mandate

angenommen werden, die man besser nicht angenommen hätte. Eine erhöhte Sorgfaltspflicht könnte hier hilfreich in der Entscheidung sein, ein Mandat abzulehnen (Generalprävention). Amtsnotarinnen und Amtsnotare sind in einem Arbeitsverhältnis und bekommen unabhängig vom Erfolg einen Lohn. Die Frage des wirtschaftlichen Fortkommens ist somit nicht zentral bei der Mandatsannahme. Zwar sind auch Amtsnotarinnen und Amtsnotare von der Übernahme der falschen Mandate nicht gefeit (Korruption), doch wirken hier die Bestimmungen des öffentlichen Personalrechts und die strafrechtlichen Konsequenzen (Art. 312 ff. StGB) viel abschreckender, als eine erhöhte Sorgfaltspflicht im GwG. Zudem erscheint das Risiko weniger gross zu sein, dass Exponenten ihre «heiklen» Geschäfte durch eine Vertreterin oder einen Vertreter des Staates durchführen lassen.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Grundsätzlich könnten wohl auch neue Pflichten kontrolliert werden (es sei denn bzw. vorausgesetzt, es würde in einem Spezialgesetz eine andere Aufsicht für einen speziellen Bereich geschaffen).

Die Grundbuchaufsicht ist nicht Aufsichtsbehörde über die Tätigkeit der Grundbuchverwalterin und des Grundbuchverwalters als Urkundsperson. Soweit die neuen Pflichten nicht die Grundbuchführung betreffen, ist die Grundbuchaufsicht nicht zuständig. Die Grundbuchaufsicht kontrolliert und bemerkt anlässlich von aufsichtsrechtlichen Prüfungen jedoch, falls der Rechtsgrundaussweis ungültig oder nichtig sein könnte (Kausalitätsprinzip).

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Schaffhausen

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Grundbuchamt.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Handelsregisteramt.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?



Die Amtsnotariate nehmen keine Gelder entgegen und sind nicht am Zahlungsverkehr beteiligt sind. Mit Ausnahme von Kleingeschäften werden alle Kaufpreiszahlungen über die Banken (oder sonstige professionelle Geldgeber) auf Basis von unwiderruflichen Bankzahlungsversprechen abgewickelt.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja.

- b. Die wirtschaftlich berechtigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Im Bereich des Erwerbes von Grundstücken im Rahmen der Lex Friedrich, ansonsten nicht, da die Finanzierung in der Regel durch die Finanzinstitute erfolgt. Ihnen obliegt die Prüfung der Identität der berechtigten Personen gemäss den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Es werden keinen Transaktionen durchgeführt.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Es werden keinen Transaktionen durchgeführt.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Es werden keinen Transaktionen durchgeführt.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Es werden keinen Transaktionen durchgeführt.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Das zuständige Departement und der Regierungsrat.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Im Umfang dessen und unter Berücksichtigung der Tatsache, dass keine Transaktionen durchgeführt werden: ja.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Das Kontrollorgan unterliegt ebenfalls dem Amtsgeheimnis.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Abhängig von der Schwere der Pflichtverletzung (gemäss kantonalem Personalrecht).

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Nicht sinnvoll.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Eine Gleichbehandlung ist nicht angezeigt, da das Tätigkeitsgebiet unterschiedlich ist (freiberufliche Notare: treuhänderische Entgegennahme von Geldern, Auslösen von Zahlungen etc.).

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Nein (derzeit jedoch nicht erforderlich, da keine Transaktionen vorgenommen werden).

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Solothurn

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Die Amtsnotare in den Amtschreibereien.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Die Amtsnotare in den Amtschreibereien sind neben den freiberuflichen Notaren zuständig für die Beurkundung von Gründungen (gemischtes Notariat; § 4 Abs. 1 EG ZGB). In der Praxis werden diese Gründungsbeurkundungen jedoch aus Mangel an Ressourcen in den Amtschreibereien den freiberuflichen Notaren überlassen. Bei der Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften sind die Amtschreibereien nicht beteiligt.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.



B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Nein, nicht direkt. Es besteht jedoch eine Anzeigepflicht als Mitarbeiter einer öffentlichen Verwaltung.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja (allgemeines Beurkundungsrecht).

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Nein.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Ja, im Rahmen der Beurkundungsrechts (Abklärung des Willens der Vertragsparteien bzw. der Klienten).

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Nein, vorbehältlich der Weisungen des Bundesamtes für Justiz.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Nein.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Die Amtschreibereien und damit die Amtsnotare unterstehen der Aufsicht des Obergerichtes des Kantons Solothurn. Die fachliche Aufsicht wird ausgeübt durch das Amtschreiberei-Inspektorat.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

B.2.a. ja. Die übrigen Massnahmen sind keine expliziten Pflichten der Amtsnotare.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Die Aufsichtsbehörden unterliegen als Staatsbedienstete wie die Amtsnotare selbst auch dem Amtsgeheimnis.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Das Gesetz über die Haftung des Staates, der Gemeinden, der öffentlich-rechtlichen Körperschaften und Anstalten und die Verantwortlichkeit der Behörden, Beamten und öffentlichen Angestellten und Arbeiter (Verantwortlichkeitsgesetz) – BGS 124.21 – kommt zur Anwendung.

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Im Kanton Solothurn finden insbesondere keine finanziellen Operationen via die Amtsnotare statt. Eine Unterstellung der Amtsnotare in den Amtschreibereien würde ins Leere laufen bzw. diese haben so oder so keine Prüfungsmöglichkeiten.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Eine unterschiedliche Behandlung rechtfertigt sich aufgrund der Unterschiede bezüglich der organisatorischen Stellung, der Pflichten, insbesondere der Anzeigepflicht, welchen die Amtsnotare als Mitarbeiter der öffentlichen Verwaltung ohnehin unterliegen, des eingeschränkteren Angebotsumfangs des Amtsnotariats insbesondere bezüglich der fehlenden Mitwirkung an finanziellen Operationen und des dadurch geringeren für die Geldwäsche relevanten Risikos. Im Weiteren sind alle Bestimmungen des Geldwäschereigesetzes auf eine privatwirtschaftliche Tätigkeit ausgerichtet und sind für Amtsnotariate nicht passend. Insbesondere ein Anschluss an eine Selbstregulierungsorganisation ist angesichts des Umstandes, dass die Amtsnotariate unmittelbar Teil der staatlichen Organisation sind, wenig zielführend.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Nein.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.

Von: [Finanzdepartement des Kantons Schwyz](#)
An: [Manz Michael SIF](#)
Cc: [Herbert Huwiler](#)
Betreff: AW: Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes - FRIST 24. April 2025
Datum: Donnerstag, 24. April 2025 13:05:07

Sehr geehrter Herr Manz

Ihre Anfrage wurde von der Staatskanzlei an das Finanzdepartement weitergeleitet. Aufgrund der kurzen Frist sehen wir uns jedoch leider nicht in der Lage, dass wir Ihnen fundierte Antworten zu den gestellten Fragen liefern bzw. alle zuständigen Stellen abholen können. Entsprechend müssen wir Ihnen mit Bedauern mitteilen, dass das Finanzdepartement des Kantons Schwyz auf eine Beantwortung verzichtet.

Besten Dank für Ihre Kenntnisnahme und freundliche Grüsse

Andreas Betschart

Departementssekretär

Finanzdepartement Kanton Schwyz

Departementssekretariat
Bahnhofstrasse 15
Postfach 1230
6431 Schwyz

T +41 41 819 24 95

fd@sz.ch

www.sz.ch

Folgen Sie dem Kanton Schwyz auf Social Media:

[Facebook](#) - [Instagram](#) - [LinkedIn](#) - [X](#)

Von: maria.rastelli@sif.admin.ch <maria.rastelli@sif.admin.ch> **Im Auftrag von**
michael.manz@sif.admin.ch

Gesendet: Donnerstag, 10. April 2025 16:05

An: staatskanzlei@sk.zh.ch; staatskanzlei@ktsh.ch; kanzlei@sk.so.ch; staatskanzlei@lu.ch;
ds.la@ur.ch; Staatskanzlei des Kantons Schwyz <stk@sz.ch>; staatskanzlei@ow.ch;
staatskanzlei@nw.ch; staatskanzlei@gl.ch; info@zg.ch; staatskanzlei@tg.ch;
staatskanzlei@ag.ch; Kantonskanzlei@ar.ch; info@rk.ai.ch; info.sk@sg.ch; info@gr.ch

Cc: mail@kdk.ch; michael.manz@sif.admin.ch; beatrice.graf@sif.admin.ch;
ariane.ernst@sif.admin.ch; cryos.dedja@sif.admin.ch; fin@sif.admin.ch;
paul.inderbinnen@sif.admin.ch

Betreff: Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes - FRIST 24. April 2025

Priorität: Hoch

Sehr geehrte Damen und Herren

Im Kontext einer Revision des Geldwäschereigesetzes konsultieren wir im Auftrag der Rechtskommission des Ständerates die Kantone zur Frage einer möglichen Unterstellung der

Amtsnotariate. Den Fragebogen für die Konsultation finden Sie anbei.

Dürfen wir Sie freundlich bitten, diesen an die zuständige Regierungsrätin bzw. den zuständigen Regierungsrat weiterzuleiten?

Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten gilt eine kurze Frist für die Rückmeldungen bis zum 24. April 2025.

Wir danken Ihnen für die Weiterleitung und stehen Ihnen sowie den zuständigen Stellen selbstverständlich gerne für weitere Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Dr. Michael Manz

Abteilungsleiter

Eidg. Finanzdepartement EFD
Staatssekretariat für internationale Finanzfragen SIF
Finanzsystem und Finanzmärkte
Bundesgasse 3, 3003 Bern
Tel. +41 58 462 60 48
Mobile +41 79 416 90 88
michael.manz@sif.admin.ch
www.sif.admin.ch

Sollten Sie diese E-Mail fälschlicherweise erhalten haben, kontaktieren Sie bitte umgehend den Absender und löschen Sie die E-Mail sowie sämtliche Anhänge aus Ihrem System.



Bitte denken Sie an die Umwelt, bevor Sie diese eMail ausdrucken.

DJS, 8510 Frauenfeld

22. April 2025

Staatssekretariat für internationale
Finanzfragen SIF
Finanzsystem & Finanzmärkte
Herr Dr. Michael Manz
Abteilungsleiter
Bundesgasse 3
3003 Bern

058 345 61 25, stephan.felber@tg.ch
DJS/03.01.2025/2025/00191
Frauenfeld, 17. April 2025

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrter Herr Dr. Manz

Wir beziehen uns auf Ihre Mitteilung vom 10. April 2025 und überlassen Ihnen
beigefügt den aus Sicht des Kantons Thurgau ausgefüllten Fragebogen.

Freundliche Grüsse

Departement für Justiz und Sicherheit
Der Generalsekretär:



lic. iur. Stephan Felber

Fragebogen



Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes (24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?
 - a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Grundbuchamt und Notariat (Amtsnotariat)
→ § 7 Abs. 1 Ziff. 2 und § 8 Abs. 1 Ziff. 1 EG ZGB (RB 210.1)
 - b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?
 - *Notariat (Amtsnotariat)* → § 8 Abs. 1 Ziff. 1 EG ZGB
 - *Im Anwaltsregister des Kantons Thurgau eingetragene Anwälte* → § 8a Abs. 1 Ziff. 1 EG ZGB
 - *Amt für Handelsregister und Zivilstandswesen* → § 10 Abs. 2 EG ZGB

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.



B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Nein

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja → § 9 Abs. 1 GNV (RB 211.431)

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Nein

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Nein

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Nein

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Im Grundsatz nein, aber bei schwerwiegendem Verdacht Rücksprache mit Aufsichtsbehörde

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

*Grundbuch- und Notariatsinspektorat → § 13 Abs. 1 EG ZGB
(Aufsicht über die Grundbuchämter und Notariate, nicht jedoch über die Anwälte und das Amt für Handelsregister)*

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Nein

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Aufsichtsbehörde hat vollumfängliche Einsicht, um ihre Aufgabe wahrnehmen zu können

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

-

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Es wäre konsequent, wenn neben den freiberuflichen Notarinnen und Notare auch die Amtsnotarinnen und Amtsnotare unter die Sorgfaltspflichten gestellt würden

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Für den Fall, dass eine Notarin oder ein Notar eine Finanztransaktion im Namen oder für Rechnung einer Kundin oder eines Kunden ausführt, scheint eine unterschiedliche Behandlung kaum gerechtfertigt zu sein.

In Kanton Thurgau bieten die Amtsnotarinnen und Amtsnotare diese Dienstleistung in der Regel nicht an. Dagegen überwachen sie die Zahlungsabwicklungen von Immobiliengeschäften. Dies werden in der Regel mit Zahlungsversprechen über Finanzinstitute abgewickelt. Dafür bewährt sich seit einigen Jahren der standardisierte elektronische Prozess der SIX Terravis AG. In diesem Prozess müssen die involvierten Parteien die Geldwäschereivorschriften einhalten, wofür Kontrollmechanismen bestehen.

In Bezug auf Immobilienfinanzierungen wäre zu prüfen, ab einem bestimmten Betrag den Prozess über entsprechende Finanzinstitute für obligatorische zu erklären, was von der zuständigen Urkundsperson überprüft werden müsste.

Bei Firmengründungen und Kapitalerhöhungen laufen die Kapitaleinzahlungen in der Regel ebenfalls über Finanzinstitute, die die Geldwäschereivorschriften in geeigneter Weise überprüfen.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Ja, dies sollte/müsste möglich sein

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Tessin

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Mesdames, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

Sur mandat de la commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, nous souhaitons obtenir votre avis sur les questions ci-dessous, concernant la révision pendant devant le Parlement de la loi sur le blanchiment d'argent. Elles visent à apprécier l'opportunité d'une extension du champ d'application de la loi aux autorités cantonales exerçant des fonctions similaires à celles des notaires (**notariat d'Etat**). Compte tenu du fait que les débats parlementaires sont en cours, votre réponse serait requise dans un délai très bref, d'ici au **jeudi 24 avril 2025**.

I. Contexte

Le Parlement examine actuellement une révision de la loi sur le blanchiment d'argent ([24.046 | Loi fédérale sur la transparence des personnes morales et l'identification des ayants droit économiques | Objet | Le Parlement suisse](#)). Celle-ci prévoit notamment l'introduction d'obligations de diligence pour les conseillers, y compris les avocats et notaires, lorsqu'ils participent à certaines transactions (ventes immobilières ; création, administration ou domiciliation d'une société).

La commission compétente souhaite examiner l'extension des mêmes obligations aux autorités cantonales qui ont la fonction d'officier public et conseiller/instrumentent des actes dans le cadre des mêmes transactions (en particulier notariat d'Etat, mais la fonction/désignation peut varier d'un canton à l'autre). A cette fin, elle a mandaté l'administration pour clarifier l'étendue des obligations que le droit en vigueur impose aux notaires (libéraux ou employés par l'Etat) et la manière dont ces obligations se comparent à celle d'un assujetti à la loi sur le blanchiment d'argent.

II. Questions

A. Obligations prévues par le droit en vigueur

1. Dans votre canton, les notaires ont-ils des obligations équivalentes aux obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lorsqu'ils assistent l'exécution d'une transaction immobilière ou la création d'une société ?

Pour les activités notariales stricto sensu, la loi cantonale sur le notariat ne prévoit pas de manière explicite d'obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

Le message relatif à la révision de la loi tessinoise sur le notariat (message n° 6491 du 5 avril 2011) prévoyait à l'article 54 (Observation des lois) que « Le notaire doit veiller à ce que les lois fédérales et cantonales, en particulier celles concernant la fiscalité et le blanchiment d'argent, soient observées et respectées par lui-même ». La commission de législation a toutefois rejeté cette proposition (« La spécification concernant les questions fiscales et le blanchiment d'argent devrait être supprimée car la loi fédérale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (loi sur le blanchiment d'argent, LBA) ne s'applique



qu'aux intermédiaires financiers »). L'article actuel (article 52) se borne donc à indiquer que « le notaire doit veiller à l'observation des lois fédérales et cantonales et s'y conformer lui-même ».

1) Doivent-ils en particulier :

- a. Identifier leur client et vérifier son identité au moyen d'une pièce d'identité ?

L'identité des parties doit être vérifiée dans le cadre de la préparation de l'acte notarié (article 35)

- b. Identifier l'ayant droit économique des avoirs impliqués dans la transaction et vérifier cette information avec une diligence raisonnable ?

Non

- c. Identifier le but de la transaction ?

Non

- d. Identifier l'arrière-plan économique de la transaction et la source des fonds impliqués si des éléments justifient une diligence plus élevée (par ex. pays impliqués, structure de la transaction etc.) ?

Non

- e. Prendre des mesures organisationnelles pour prévenir le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (formation, contrôle interne, directives sur l'acceptation de la clientèle, etc.) ?

Non

- f. Dénoncer aux autorités des transactions suspectes ?

En général, le notaire est tenu de refuser de conclure un acte public si celui-ci est contraire à la loi.

B. Surveillance

Si la réponse est oui pour tout ou partie des questions sous point B :

1. Quelle est l'autorité qui vérifie le respect des obligations décrites ci-dessus ?

--

2. De quelle manière le respect du secret du notaire est-il assuré lors du contrôle ?

--

3. Quelle est la fréquence du contrôle ?

--

4. Quelles sont les conséquences en cas de violation ?

--

C. Opportunité

Vous paraît-il opportun d'assujettir les notaires d'Etat / employés par l'Etat aux mêmes obligations que les notaires libéraux ?

Il s'agit de deux scénarios différents. Si les notaires d'Etat sont soumis à la loi sur le blanchiment d'argent, les conséquences directes et les responsabilités des cantons devront être soigneusement évaluées.

Nous vous serions très reconnaissants de nous transmettre votre avis dans un délai au 24 avril 2025. Nous vous prions de nous excuser de ce bref délai ; le projet est en cours de traitement au parlement et les réponses attendues lors de la prochaine séance qui y sera consacrée. Si utile, vous pouvez volontiers nous répondre par téléphone ou demander au service compétent de nous contacter.



Kanton Uri

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Keine. Im Kanton Uri haben die freiberuflich tätigen Notarinnen und Notare die ausschliessliche Befugnis zur öffentlichen Beurkundung im Sinne des ZGB und OR.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Siehe Antwort zur Frage 1 Bst. a.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.



B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Im Kanton Uri haben die freiberuflich tätigen Notarinnen und Notare die ausschliessliche Befugnis zur öffentlichen Beurkundung im Sinne des ZGB und OR.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

Siehe Antwort zur Frage B 1.

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Entfällt.

- b. Die wirtschaftlich berechnete Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Entfällt.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Entfällt.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Entfällt.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Entfällt.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Entfällt.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Der Regierungsrat des Kantons Uri führt die Oberaufsicht über die freiberuflich tätigen Notarinnen und Notare. Die unmittelbare Aufsicht wird durch die Justizdirektion Uri ausgeübt.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Die Aufsichtsbehörden haben über die ordnungsgemässe Erfüllung der gesetzlich vorgeschriebenen Berufspflichten zu wachen. Danach darf die Notarin oder der Notar insbesondere nur solche Tatsachen verkünden, die sie oder er sinnlich wahrgenommen und die sich nach gesetzlicher Vorschrift vor ihr oder ihm selbst abgespielt haben. Sie oder er ist verpflichtet, darüber

zu wachen, dass keine Partei bezüglich der Handlungsfähigkeit und Identität der andern getäuscht wird.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Siehe Antwort zur Frage C 2.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Gegen Notarinnen und Notare, die ihre Berufspflichten verletzen, kann der Regierungsrat je nach Art und Schwere des Falles folgende Disziplinarmaßnahmen ergreifen:

Verweis, Geldbusse bis zu 100 Franken, Einstellung bis zu 6 Monaten oder Entzug des Notariatspatents.

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Da der Kanton Uri über kein Amtsnotariat verfügt, wird auf eine Stellungnahme verzichtet.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Siehe Antwort zur Frage D 1.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Siehe Antwort zur Frage D 1.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



2025.2733

P.P. CH-1951
Sion **A-PRIORITY** Poste CH SA

Secrétariat d'Etat aux questions
financières internationales SFI
Section système financier et marchés
financiers
Bundesgasse 3
3003 Berne



Date 28 avril 2025

Questionnaire sur la révision de la loi sur le blanchiment d'argent

Monsieur le Chef de section,

Nous vous remercions de nous avoir consulté et d'avoir tenu compte des circonstances particulières afin de nous permettre de prendre position sur le dossier cité en exergue.

Ci-joint, nous vous transmettons nos réponses.

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à notre prise de position et vous prions d'agréer, Monsieur le Chef de section, l'expression de notre considération distinguée.


Frédéric Favre
Conseiller d'Etat

Annexe mentionnée

Antworten des Kantons Wallis au den Fragenbogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

A. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Notare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizillierung von Gesellschaften mitwirken?

Ja: Identifikation der Personalien (Art. 51 GBV und Art. 18 HregV).

Indirekt: Sofern Kaufpreisabwicklungen über das Klientengeldkonto (zwingend vorgegeben, dass ein Notar ein solches hat) erfolgen, erfolgt eine Überprüfung der Herkunft der Gelder durch die Bank entsprechend der vorgegeben Parametern.

Weiter wird der Zweck einer Transaktion zumeist aus der öffentlichen Urkunde ersichtlich und ist mit dieser verbunden.

2. Müssen Notare insbesondere:

- a. Die Identität Ihrer KlientInnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja (GBV: ID oder Pass, Aufenthaltsbewilligungen, AHV-Nummer).

- b. Die wirtschaftlich berechnete Person der in der Transaktion eingesetzten Vermögenswerte identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Nein.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Der Zweck der Transaktion über das Klientengeldkonto des Notars ergibt sich jeweils auch aus der öffentlichen Urkunde, in welcher die Zahlungsmodalitäten festgelegt sind.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund der Transaktion und die Herkunft der eingesetzten Mittel prüfen, sofern bestimmte Umstände eine verstärkte Sorgfalt rechtfertigen (z. B. Herkunftsland, Struktur der Transaktion, usw.)?

Nein.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Nein.

B. Aufsicht

Sofern eine oder mehrere der Fragen unter A bejaht werden:

1. Welche Behörde prüft die Einhaltung der oben beschriebenen Pflichten?

Für 2. a.: Grundbuchamt mit jeder Anmeldung.

Handelsregisteramt bei Neugründungen.

2. Wie wird der Schutz des Berufsgeheimnisses von Notaren bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Nein.

3. Wie oft wird die Kontrolle durchgeführt?

Für 2. a.: Grundbuchamt mit der Anmeldung.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Für 2. a.: Nachforderung der Unterlagen durch Grundbuchamt.

C. Zweckmässigkeit

1. Erscheint es Ihnen zweckmässig, staatlich angestellte Notare denselben Pflichten zu unterstellen wie freiberufliche Notare?

Es ist wünschenswert, eine teilweise und verhältnismässige Harmonisierung der Pflichten anzustreben, insbesondere hinsichtlich der berufsethischen Aspekte und der Qualität der erbrachten Dienstleistung, wobei jedoch die Besonderheiten des Status des freiberuflichen angestellten Notars anerkannt werden müssen.

Sitten, den 28. April 2025



Kanton Zug

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

Grundsätzliches zur Stellung der Amtsnotariate

Vorweg erlauben wir uns, auf ein grundlegendes Missverständnis hinzuweisen. Amtsnotarinnen und Amtsnotare sind keine Beraterinnen und Berater, sondern Funktionsträgerinnen und Funktionsträger, welche eine öffentliche Aufgabe wahrnehmen. Beratungsdienstleistungen, also rechtliche oder wirtschaftliche Beratung, welche über die gesetzliche Rechtsbelehrungspflicht hinausgehen, bieten sie, jedenfalls im Kanton Zug, überhaupt nicht oder nur in sehr unbedeutendem Umfang an. Weitergehende Leistungen, namentlich eine Beteiligung an der Verwaltung und Domizilierung von Gesellschaften oder eine Mitwirkung bei der Zahlungsabwicklung, erbringen die Amtsnotariate im Kanton Zug nicht. Sie nehmen ausschliesslich die bundesrechtlich vorgeschriebene öffentliche Beurkundung vor. Damit erfüllen sie in Bezug auf die für die Unterstellung unter das Bundesgesetz vom 10. Oktober 1997 über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung (Geldwäschereigesetz, GwG; SR 955.0) relevanten Tätigkeiten gerade keine ähnlichen Aufgaben wie freiberufliche Notarinnen und Notare, die ein breiteres Dienstleistungsspektrum anbieten.

Als kantonale und gemeindliche Angestellte sind die Amtsnotarinnen und Amtsnotare ausserdem an den Grundsatz der Gesetzmässigkeit der Verwaltung gebunden. Die Mithilfe bei rechtswidrigen Transaktionen ist damit nicht vereinbar. Sie unterstehen zudem der Anzeigepflicht für strafbare Handlungen nach § 93 des Gesetzes vom 26. August 2010 über die Organisation der Zivil- und Strafrechtspflege (Gerichtsorganisationsgesetz, GOG; BGS 161.1). Verletzungen ihrer



Pflichten werden administrativ, personalrechtlich, disziplinarisch und ggf. strafrechtlich geahndet. Aufgrund ihrer erfolgsunabhängigen Besoldung haben sie auch keine finanziellen Anreize zu einem solchen Verhalten. Schliesslich sind sie in die öffentliche Verwaltung und deren Kontrollmechanismen eingebunden.

Das Bundesrecht sieht nicht vor, dass die wirtschaftlichen Aspekte der zu beurkundenden Geschäfte einbezogen werden. Das System der öffentlichen Beurkundung ist nicht auf eine Kontrolle des Wirtschaftslebens ausgerichtet und ermöglicht eine solche auch nicht. Gegenstand der öffentlichen Beurkundung sind einzig die rechtlichen Aspekte der betreffenden Geschäfte, wirtschaftliche Gesichtspunkte sind nur am Rande, wenn sie unmittelbare Auswirkungen auf die rechtliche Seite haben, relevant. Dementsprechend ist auch nur die Identität der rechtlich Beteiligten von Bedeutung. Die Prüfung der Identität der Urkundsparteien erfolgt im Kanton Zug grundsätzlich anhand amtlicher Ausweise.

Die Amtsnotariate erbringen, jedenfalls im Kanton Zug, wie gesagt, ausschliesslich diejenigen Dienstleistungen, welche sich aus der bundesrechtlich vorgeschriebenen öffentlichen Beurkundung ergeben und insbesondere keine Beratungsdienstleistungen. Wollte man Amtsnotarinnen und Amtsnotare den Vorschriften des GwG unterstellen, müsste dies auch für alle anderen Behörden, welche mit Immobilientransaktionen und Gesellschaftsgründungen zu tun haben und (potentiell) Einsicht in deren wirtschaftlichen Aspekte bekommen könnten, vorgesehen werden, namentlich für Steuerbehörden, Bauämter und Gerichte. Andernfalls wären die Amtsnotariate die einzige öffentlich-rechtliche Stelle, welche (ausschliesslich) hoheitliche Aufgaben erfüllt, die dem GwG unterstünde, was sich nicht rechtfertigen lässt. Im Übrigen sind alle Bestimmungen des GwG auf eine privatwirtschaftliche Tätigkeit zugeschnitten und wären für Amtsnotariate wenig passend (z. B. ist ein Anschluss an eine Selbstregulierungsorganisation angesichts des Umstands, dass sie unmittelbar Teil der staatlichen Organisation sind, wenig zielführend). Weiter lassen ihre Integration in die staatliche Verwaltung, ihr Besoldungssystem sowie ihre allgemeinen Berufspflichten eine zusätzliche Unterstellung unter die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten als überflüssig erscheinen.

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Beurkundung von Rechtsgeschäften über dingliche Rechte an Grundstücken

Gemeindenotariate

Grundbuchamt (nur ausnahmsweise)

Ansonsten werden keine Dienstleistungen in diesem Zusammenhang erbracht.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Beurkundung von Gründung

Gemeindenotariate

Ansonsten werden keine Dienstleistungen in diesem Zusammenhang erbracht, insbesondere keine betreffend Verwaltung und Domizilierung.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.

B. Pflichten gemäss geltendem Recht

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Vgl. die grundsätzlichen Ausführungen zur Stellung der Amtsnotariate.

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Die Prüfung der Identität der Urkundsparteien erfolgt im Kanton Zug grundsätzlich anhand amtlicher Ausweise.

- b. Die wirtschaftlich berechnigte Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Vgl. die grundsätzlichen Ausführungen zur Stellung der Amtsnotariate.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Vgl. die grundsätzlichen Ausführungen zur Stellung der Amtsnotariate.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Vgl. die grundsätzlichen Ausführungen zur Stellung der Amtsnotariate die Antwort zu Ziff. D.1 betreffend den Umstand, dass Zahlungen im Kanton Zug in nahezu allen Fällen über Finanzintermediäre nach GwG oder Einrichtungen der beruflichen Vorsorge abgewickelt werden.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Vgl. die grundsätzlichen Ausführungen zur Stellung der Amtsnotariate sowie die Antwort zu Ziff. D.1 betreffend die Urkundspflicht.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Die Amtsnotarinnen und Amtsnotare unterstehen der Anzeigepflicht für strafbare Handlungen nach § 93 GOG.

C. Aufsicht

1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Aufsichtsbehörde über die Amtsnotariate im Kanton Zug ist der Regierungsrat handelnd durch die Direktion des Innern bzw. das Grundbuch- und Notariatsinspektorat.

2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Die Aufsicht umfasst sämtliche Pflichten, für welche keine besondere Aufsicht besteht.

3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Das Amts- und Notariatsgeheimnis gilt gegenüber der Aufsichtsbehörde nicht.

4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Pflichtverletzungen werden administrativ, personalrechtlich, disziplinarisch und ggf. strafrechtlich geahndet.

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Der Kanton Zug lehnt die Unterstellung der Amtsnotariate unter das GwG ab. Zur Begründung wird auf die vorstehende Darstellung der Stellung der Amtsnotariate und die nachfolgenden Ausführungen verwiesen. Nochmals ausdrücklich hingewiesen sei auf die ungerechtfertigte Ungleichbehandlung mit anderen Behörden, welche durch eine Unterstellung entstehen würde.

Es ist ferner nicht ersichtlich, was mit einer Unterstellung der Amtsnotariate unter das GwG gewonnen würde. Sie beteiligen sich (jedenfalls im Kanton Zug) nicht an der Zahlungsabwicklung oder an anderen wirtschaftlichen Seiten der von ihnen beurkundeten Geschäfte. Dementsprechend werden die Zahlungsflüsse in fast allen Fällen über Finanzintermediäre, die ohnehin den Sorgfaltspflichten nach GwG unterstehen, oder Einrichtungen der beruflichen Vorsorge (die nach den Vorstellungen des Gesetzgebers kein Geldwäschereirisiko mit sich bringen; vgl. Art. 2 Abs. 4 Bst. b GwG) abgewickelt. Eine Unterstellung der Amtsnotariate unter das GwG würde damit zu einer doppelten Prüfung ohne Mehrwert führen. Es besteht im Gegenteil die Gefahr, dass die Aufmerksamkeit aller Beteiligten nachlässt, da sie sich auf die Kontrollen der jeweils anderen Stelle verlassen.

Betreffend juristische Personen entstünden zudem Doppelspurigkeiten mit den über das Transparenzregister vorzunehmenden Kontrollen. Insbesondere im Zusammenhang mit der Gründung bzw. dem Neueintritt von juristischen Personen in den schweizerischen Markt gewährleisten Art. 9 Abs. 4, Art. 11 und Art. 47 des Entwurfs für das Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen (TJPG), dass die erforderlichen Kontrollen zeitnahe durch eine qualifizierte Behörde ausgeführt werden. Bei Bargründungen von Gesellschaften ist ohnehin die Hinterlegung der Einlagen bei einer schweizerischen Bank gesetzlich vorgeschrieben (Art. 633 Abs. 1 und Art. 653e Abs. 2 Bundesgesetzes vom 30. März 1911 betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches [Fünfter Teil: Obligationenrecht] [OR; SR 220]).

Generell ist ein Umbau der öffentlichen Beurkundung dahingehend, dass die wirtschaftlichen Hintergründe der zu beurkundenden Geschäfte erfasst werden, nicht zielführend. Sie ist nicht auf deren Einbezug zugeschnitten. Die Urkundspersonen, ob nun freiberufliche Notarinnen und Notare oder Amtsnotarinnen und Amtsnotare, haben keine Möglichkeit, genügende Informationen über die wirtschaftlichen Hintergründe zu beschaffen (ausser sie bieten als freiberufliche Notarinnen und Notare entsprechende Beratungsdienstleistungen an). Ihnen diesbezüglich Ermittlungskompetenzen einzuräumen wäre nicht nur systemfremd, sondern würde auch die öffentliche Beurkundung erheblich verkomplizieren und dadurch zu massiven Kostensteigerungen und unnötigen Eingriffen in die Privatsphäre für alle Klientinnen und Klienten, insbesondere auch für solche ohne

Geldwäschereirisiko führen. Gleichzeitig können die Urkundspersonen Beurkundungen wegen der Beurkundungspflicht auch nicht ablehnen. Diese verbietet es allen Urkundspersonen, ihre hoheitlichen Dienste (also ohne gesetzliche nicht vorgeschriebene Beratungsdienstleitungen, welche die zugerischen Amtsnotarinnen und Amtsnotare ohnehin nicht erbringen) wegen Zweifel an der Seriosität oder Rechtschaffenheit der Klientschaft zu verweigern, wenn die beantragte Beurkundung selbst nicht offensichtlich rechts- oder sittenwidrig ist. Sie ergibt sich (jedenfalls in ihren hier interessierenden Aspekten) aus dem Bundesrecht und entspricht der Stellung der öffentlichen Beurkundung im schweizerischen Rechtssystem, das sie von Bundesrechts wegen für gewisse Geschäfte verlangt, aber keine abschliessende Beurteilung der rechtlichen Zulässigkeit der Transaktion zulässt, sondern diese dem Gericht vorbehält.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Bei den freiberuflichen Notarinnen und Notaren ist die Situation insofern anders, als diese regelmässig über die eigentliche öffentliche Beurkundung hinausgehende Beratungsdienstleitungen und/oder eine Beteiligung an der Zahlungsabwicklung anbieten. Ihre diesbezüglichen Dienstleistungen, namentlich hinsichtlich der Zahlungsabwicklung, nähern sich zumindest teilweise denjenigen von Beraterinnen und Beratern, welche bereits heute dem GwG unterstehen, an. Nur aus diesem Grund, nicht aber wegen ihrer hoheitlichen Funktion als Urkundspersonen, welche sie mit den Amtsnotarinnen und Amtsnotaren teilen, rechtfertigt sich ggf. eine Unterstellung unter das GwG. Deshalb kann auch nicht geltend gemacht werden, die freiberuflichen Notarinnen und Notare würden durch eine Nichtunterstellung der Amtsnotariate unter das GwG benachteiligt. Zu beachten ist zudem ihre grundsätzliche andere Stellung als freiberuflich, auf eigene Rechnung tätige und damit auch wirtschaftlich an den Beurkundungen interessierte Teilnehmerinnen und Teilnehmer am Wirtschaftsleben ohne Integration in die staatliche Verwaltung.

Anders würde es sich nur verhalten, wenn Amtsnotarinnen und Amtsnotare in anderen Kantonen ausser ihrem gesetzlichen Auftrag der Vornahme der öffentlichen Beurkundung noch weitere Dienstleistungen anbieten. Im Kanton Zug ist dies nicht der Fall. Auch dann rechtfertigt es sich aber nicht, an die Stellung als Amtsnotarin oder Amtsnotar allein anzuknüpfen, vielmehr ist für die Unterstellung unter das GwG auf die Erbringung von sich nicht aus der öffentlichen Beurkundung ergebenden Dienstleistungen abzustellen, konkret auf die Beteiligung an der Zahlungsabwicklung und umfassende, also erheblich über die Rechtsbelehrungspflicht hinausgehende Beratungstätigkeiten.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Aus Ihrer Anfrage ergibt sich nicht, welche Pflichten die Aufsichtsbehörde zu kontrollieren hätte. Daher ist eine abschliessende Antwort nicht möglich. Soweit nicht dem nachstehend dargestellten Vorschlag gefolgt wird, würde eine Kontrolle durch die Aufsichtsbehörde jedenfalls beträchtliche zusätzliche finanzielle und personelle Ressourcen voraussetzen. Allerdings würde auch eine Kontrolle durch sonstige Aufsichtsstellen einen beträchtlichem Ressourceneinsatz erfordern und wäre zudem (mangels Involvierung in die übrige Aufsichtstätigkeit) mit hohem Koordinationsaufwand verbunden. Letzteres ist daher in jedem Fall abzulehnen.

Alternativvorschlag zur Geldwäschereikontrolle im Bereich der öffentlichen Beurkundung

Will man die Geldwäschereikontrolle im Bereich der öffentlich beurkundeten Geschäfte ausbauen, bestünde die einzig praktikable Lösung darin, vorzusehen, dass die Parteien einen Nachweis ihrer Konformität mit den geldwäschereirechtlichen Vorschriften durch Vorlage einer entsprechenden Bescheinigung einer hierfür bezeichneten Behörde oder Stelle zu erbringen haben, wenn die Zahlungsabwicklung nicht über Finanzintermediäre nach GwG, Einrichtungen der beruflichen Vorsorge, staatliche schweizerische Stellen oder Einrichtungen, welche einer gleichwertigen Geldwäschereiaufsicht unterstehen, erfolgt und kein Bagatellfall vorliegt. Dies entspricht weitgehend der Rechtslage beim einzig anderen Fall, bei dem sich die Amtsnotariate mit den wirtschaftlichen Hintergründen eines Geschäfts befassen müssen, nämlich dem Bundesgesetz vom 16. Dezember 1983 über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (BewG; SR 211.412.41). Auch dort nehmen die Amtsnotariate keine eigenen Abklärungen vor, wenn ein Fall nicht völlig klar ist, sondern verweisen die Parteien an die zuständige Bewilligungsbehörde. So wird die öffentliche Beurkundung nicht verzögert und verteuert, die notwendigen Kontrollen können durch fachkompetentes, spezialisiertes Personal ausgeführt werden und es wird eine bessere Übersicht über potentielle Problemfälle geschaffen. Ausserdem würde eine solche Behörde über die den Urkundspersonen nicht offen stehenden Erkenntnismittel des Verwaltungsverfahrens verfügen. Ggf. wäre es auch möglich, Synergien mit der bereits bestehenden Verwaltungsinfrastruktur im Bereich des BewG zu nutzen.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.



Kanton Zürich

Fragebogen zur Revision des Geldwäschereigesetzes

Sehr geehrte Frau Regierungsrätin

Sehr geehrter Herr Regierungsrat

Im Auftrag der **Kommission für Rechtsfragen des Ständerates** konsultieren wir Sie zu den nachfolgenden Fragen. Diese beziehen sich auf die laufende Revision des **Geldwäschereigesetzes**. Es soll geklärt werden, ob kantonale Behörden mit ähnlichen Aufgaben wie Notarinnen und Notare (**Amtsnotariat**) ebenfalls dem Gesetz unterstellt werden sollten. Aufgrund der laufenden parlamentarischen Debatten benötigen wir Ihre Antwort bzw. die Antwort der zuständigen Stelle innerhalb sehr kurzer Frist, bis am Donnerstag, **24. April 2025**.

I. Hintergrund

Das Parlament behandelt zurzeit eine Revision des Geldwäschereigesetzes ([24.046 | Bundesgesetz über die Transparenz juristischer Personen und die Identifikation der wirtschaftlich berechtigten Personen | Geschäft | Das Schweizer Parlament](#)). Diese Revision sieht vor, dass Beraterinnen und Berater – einschliesslich Anwältinnen, Anwälte, Notarinnen und Notare – Sorgfaltspflichten unterstehen, wenn sie bei bestimmten Geschäften mitwirken (beim Kauf oder Verkauf von Immobilien oder bei der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Rechtseinheiten).

Die Kommission möchte nun prüfen, ob dieselben Pflichten auch für Personen bzw. kantonale Behörden gelten sollen, die als öffentliche Urkundspersonen ähnliche Aufgaben erfüllen (z. B. Amtsnotariate).

II. Fragen

A. Betroffene Behörden

1. Welche kantonalen Behörden sind in Ihrem Kanton als Urkundsperson an folgenden Geschäften beteiligt?

- a. Kauf/Verkauf von Immobilien?

Notariate (der Kanton Zürich kennt das Amtsnotariat), die Tätigkeit beschränkt sich im Wesentlichen auf die öffentliche Beurkundung. Öffentliche Beurkundungen in diesem Bereich können die Notare, die Notar-Stellvertretenden und unsere Urkundspersonen vornehmen.

- b. Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften?

Bezüglich Gründung: Die Tätigkeit beschränkt sich im Wesentlichen auf die öffentliche Beurkundung. Solche können die Notare und die Notar-Stellvertretenden vornehmen.

Die Übernahme der Verwaltung oder die Gewährung eines Domizils ist für ein zürcherisches Notariat ausgeschlossen.

Hinweis: Im weiteren Fragebogen verwenden wir zur Vereinfachung den Begriff «Amtsnotare». Dabei ist uns bewusst, dass Organisation, Bezeichnung und Aufgaben je nach Kanton unterschiedlich sind.



B. Pflichten gemäss geltendem Recht

Vorneweg und allgemein: Die Mitarbeitenden der Amtsnotariate unterstehen bereits heute restriktiven Berufspflichten: Insbesondere haben sie den wahren Willen der Beteiligten zu erforschen und diesen wahrheitsgemäss zu beurkunden. Eine darüber hinaus gehende Erforschungs- und Abklärungspflicht ist den Mitarbeitenden der Amtsnotariate aber weder zumutbar noch zielführend. Dies da Geldwäscherei kaum bei einzelnen Geschäften, sondern nur in der Gesamtsicht auf die Verkettung und Gesamtkonstruktion dieser Geschäfte erkennbar wird. Zudem haben die Mitarbeitenden der Amtsnotariate keine Möglichkeit, den Wahrheitsgehalt der ihnen gegenüber gemachten Angaben im Zuge von Nachforschungen zu überprüfen.

1. Haben Amtsnotare in Ihrem Kanton Pflichten, die den Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gleichwertig sind, wenn sie bei Immobilientransaktionen oder der Gründung, Verwaltung oder Domizilierung von Gesellschaften mitwirken?

Vorerst ist auf die vorstehende Vorbemerkung zu verweisen.

Zudem handeln die Mitarbeitenden der Amtsnotariate nicht gewerblich mit Gütern. Ihre Aufgabe ist einzig, öffentliche Beurkundungen vorzunehmen und dabei die Einhaltung der Vorgaben sicherzustellen. Sie sind insbesondere nicht in die Finanzierung involviert, diese erfolgt vielmehr grundsätzlich über die Finanzinstitute bzw. Banken. Die Mitarbeitenden der Amtsnotariate stützen sich bei ihrer Tätigkeit dann auf deren Zahlungsversprechen oder deren Depositenbescheinigung.

Hinzuweisen ist auch darauf, dass die Mitarbeitenden der Notariate bereits heute eine allgemeine Anzeigepflicht trifft (§ 167 GOG [\[LS 211.1\]](#)).

2. Müssen Amtsnotare insbesondere:

- a. Die Identität ihrer Klientinnen und Klienten prüfen (mit Ausweis)?

Ja, die sichere Identifikation der Vertrags- wie auch der Urkundsparteien gehören zu den Beurkundungspflichten (für den Kt. ZH: § 239 Abs. 1 EG zum ZGB [\[LS 230\]](#) und § 13 der Notariatsverordnung [\[LS 242.2\]](#)). Siehe im Übrigen die vorstehende Vorbemerkung.

- b. Die wirtschaftlich berechnete Person identifizieren und die Angaben mit angemessener Sorgfalt überprüfen?

Im Rahmen der Willensermittlung, ja. Siehe vorstehende Vorbemerkung und die Antworten zu Ziff. 1 hiervor und lit. d hiernach.

- c. Den Zweck der Transaktion klären?

Im Rahmen der Willensermittlung, ja. Siehe vorstehende Vorbemerkung und die Antworten zu Ziff. 1 hiervor und lit. d hiernach.

- d. Den wirtschaftlichen Hintergrund und die Herkunft der Mittel prüfen, wenn besondere Risiken bestehen (z. B. Herkunftsland, komplexe Struktur)?

Siehe vorstehende Vorbemerkung und die Antwort zu Ziff. 1. Insbesondere die Mittelherkunft ist bei Geldflüssen über Banküberweisungen bereits von den Finanzinstituten geklärt.

Bei Grundstücksgeschäften mit ausländischer Beteiligung ist das Geschäft durch die zuständigen Stellen auf die Vorgaben des BewG zu prüfen. In die Konzeption und Vorbereitung von missbräuchlichen Firmengeflechten sind die zürcherischen Amtsnotariate nicht involviert.

- e. Organisatorische Massnahmen gegen Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung treffen (z. B. Schulungen, interne Kontrollen, Weisungen zur Kundenannahme)?

Nein, siehe aber die vorstehende Vorbemerkung sowie die Antworten zu Ziff. 1 und lit. d hiavor.

- f. Verdächtige Transaktionen den zuständigen Behörden melden?

Die Mitarbeitenden der Notariate sind bereits heute dazu verpflichtet, strafbare Handlungen (auch in Bezug auf Geldwäscherei) anzuzeigen (§ 167 GOG [\[LS 211.1\]](#)).

Im Rahmen der anwendbaren Beurkundungsregeln verweigern die Notariate allenfalls eine Beurkundung. Sofern die Voraussetzungen z.B. des BewG dies vorsehen, verweisen sie das Geschäft an die jeweiligen Bewilligungsbehörden. Stand heute unterstehen sie aber nicht dem GwG und ausdrücklich nicht der Meldepflicht des GwG (Art. 9 Abs. 2 GwG).

C. Aufsicht

- 1. Welche Behörde kontrolliert die Notare?

Die Bezirksgerichte im Rahmen von § 81 GOG ([LS 211.01](#)) und § 33 NotG ([LS 242](#)) und das Obergericht im Rahmen von § 80 Abs. 2 GOG ([LS 211.01](#)) und § 34 NotG ([LS 242](#)). Dem Obergericht ist das Notariatsinspektorat angegliedert. Dieses übt die unmittelbare Aufsicht über die Amtsführung der Notariate aus, insbesondere durch regelmässige Besuche (§ 35 Abs. 1 und 2 NotG [\[LS 242\]](#)).

- 2. Umfassen diese Kontrollen die Einhaltung aller Pflichten in Abschnitt B?

Im Rahmen der zu Abschnitt B gegebenen Antworten, ja.

- 3. Wie wird der Schutz des Amtsgeheimnisses bei dieser Kontrolle sichergestellt?

Der herrschenden Lehre und Rechtsprechung zufolge fehlt es an einer Amtsgeheimnisverletzung, wenn die Offenbarung eines Geheimnisses gegenüber einer Aufsichtsbehörde erfolgt. Nicht tatbestandsmässig ist sodann die Orientierung von Personen, die sich kraft ihrer Stellung als Beamte oder Behördenmitglieder auf dem Dienst-, Rechtsmittel- oder Rechtshilfeweg ebenfalls mit der Angelegenheit befassen (zum Ganzen BGE 140 IV 177 E. 3.3; BGE 114 IV 44 E. 3b; Praxiskommentar-Trechsel/Vest, Art. 320 N 9 und 11).

- 4. Was sind die Konsequenzen bei einer Pflichtverletzung?

Eine Pflichtverletzung wird im Rahmen des Personalrechts geprüft und es werden die notwendigen disziplinarrechtlichen Massnahmen ergriffen. In Bezug auf das einzelne Geschäft stellt sich zudem die Frage der zivilrechtlichen Gültigkeit. Verstösst der Notar bei der Beurkundung gegen die Wahrheitspflicht, macht er sich allenfalls der Falschbeurkundung strafbar (Art. 251 StGB).

D. Zweckmässigkeit der Reform

1. Wie beurteilen Sie die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten?

Im Kanton Zürich werden von den Notariaten rund 55'000 Beurkundungen pro Jahr vorgenommen, wovon allein 18 000 Beurkundungen Eigentumsänderungen an Grundstücken und über 10'000 Beurkundungen gesellschaftsrechtliche Sachverhalte betreffen. Deshalb würden die neuen Sorgfaltspflichten für die zürcherischen Notariate zu einem erheblichen Mehraufwand führen, insbesondere im administrativen Bereich (Abklärung und Dokumentation), in der Schulung der Mitarbeitenden, bei der Kontrolle und bei der Aufsicht.

Offensichtlich sind die Amtsnotariate des Kantons Zürich nicht die richtigen Anknüpfungspunkte zur Vermeidung von Geldwäschereirisiken. So treten die zürcherischen Notariate nicht als Finanzintermediäre auf und sind bei Immobilientransaktionen ausschliesslich mit der Ausfertigung des Kaufvertrags und dessen öffentlicher Beurkundung betraut, nicht aber mit der Finanzierung und auch nicht der Finanzierungsabwicklung von solchen Geschäften. Auch bezüglich gesellschaftsrechtlicher Beurkundungen (insbesondere bei der Gründung) würde die Unterstellung den angestrebten Zweck verfehlen: Was mit einer Gesellschaft nach ihrer Gründung geschieht, entzieht sich dem Einflussbereich einer Urkundsperson, da die Amtsnotariate nicht in die Konzeption und Vorbereitung von missbräuchlichen Firmengeflechten involviert sind.

Ausserdem sind die zürcherischen Amtsnotariate bereits heute stark reguliert. Die bestehenden Pflichten erachten wir als ausreichend.

Nur nebenbei ist darauf hinzuweisen, dass der Anschluss an eine Selbstregulierungsorganisation mit dem System der Amtsnotariate nicht vereinbar ist. Ebenso wäre auch eine Meldepflicht (Art. 9 GwG) wegen des geltenden Amtsgeheimnisses nicht durchführbar. Ferner sind die Amtsnotarinnen und Amtsnotare bereits heute dazu verpflichtet, strafbare Handlungen (auch in Bezug auf Geldwäscherei) anzuzeigen.

Die Unterstellung von Amtsnotaren unter die GwG-Sorgfaltspflichten ist u.E. daher nicht zielführend. Sie wäre insbesondere mit einem Anstieg bis zu einer Aufdopplung von Prüfungspflichten zur Abwendung von Geldwäschereirisiken verbunden, ohne aber einen Mehrwert zu generieren.

2. Welche Überlegungen rechtfertigen eine gleiche Behandlung bzw. eine unterschiedliche Behandlung von freiberuflichen und amtlichen Notaren (z.B. Unterschiede bzw. Gemeinsamkeiten)?

Während den freiberuflichen Notaren grundsätzlich freisteht, welche Dienstleistungen sie erbringen wollen, sind die Amtsnotariate nur im Rahmen der ihnen gesetzlich zugewiesenen Aufgaben tätig. Die aus Sicht der Geldwäscherei kritischen Dienstleistungen gehören nicht dazu.

Freiberufliche Notare hätten sich wohl einer Selbstregulierungsorganisation anschliessen. Die Amtsnotariate im Kanton Zürich werden bereits durch die Bezirksgerichte und das Obergericht beaufsichtigt, wobei die Aufsichtsbehörden sowie die Notariate dem Amtsgeheimnis unterstehen. Als Folge davon ist der Anschluss an eine Selbstregulierungsorganisation mit dem System der Amtsnotariate nicht vereinbar. Ebenso wäre auch eine allfällige Meldepflicht wegen des geltenden Amtsgeheimnisses nicht durchführbar.

Ferner sind die Amtsnotare bereits heute dazu verpflichtet, strafbare Handlungen (auch in Bezug auf Geldwäscherei) anzuzeigen.

3. Könnte die heute zuständige Aufsichtsbehörde auch die neuen Pflichten kontrollieren?

Eine Kontrolle von neuen Pflichten durch die heute zuständigen Aufsichtsbehörden wäre nur möglich, wenn die entsprechenden Personalressourcen und zusätzlich auch das dafür notwendige Knowhow aufgebaut würden.

III. Frist für Rückmeldung

Wie eingangs erwähnt bitten wir um Rückmeldung bis spätestens **24. April 2025**. Wir entschuldigen uns für die kurze Frist. Die Antworten werden für die nächste Sitzung der zuständigen Kommission des Parlaments benötigt. Falls gewünscht, können Sie bzw. die zuständige Stelle uns auch telefonisch kontaktieren.